



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL
DES
ACTES ADMINISTRATIFS**

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES
DES SOLIDARITES - IDF**

N° Spécial

14 Avril 2021

^

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial DRIEETS-IDF du 14 Avril 2021

SOMMAIRE

Arrêté- Décisions	Date	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	Page
N° 2021-06	01.04.2021	Décision portant délégation de signature du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités aux agents de l'unité départementale des Hauts-de-Seine.	3
N° 2021-07	01.04.2021	Décision portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Gaëtan Rudant, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France aux agents de l'unité départementale des Hauts-de-Seine.	8
N° 2021-17	07.04.2021	Décision portant subdélégation de signature de Monsieur Gaëtan Rudant, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France aux agents de l'unité départementale des Hauts-de-Seine.	12
N° 2021-20	01.04.2021	Décision portant délégation de signature du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France.	20
N° 2021-27	01.04.2021	Décision relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale des Hauts-de-Seine.	23
N° 2021-40	01.04.2021	Décision portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérimaires de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEETS d'Île-de-France.	38
N° 2021-131	13.04.2021	Arrêté portant modifications dans la désignation des membres de l'observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social du département des Hauts-de-Seine.	46

DÉCISION n° 2021-06

Portant délégation de signature du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités aux agents de l'unité départementale des Hauts de Seine

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES D'ILE DE FRANCE

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France,

Vu le code du travail, le code rural et de la pêche maritime, le code de l'éducation, le code de la sécurité sociale, le code du commerce et le code de la consommation,

Vu la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures,

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure,

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 nommant Claudine SANFAUTE directeur régional et interdépartemental adjoint de l'économie, de l'emploi, des travail et des solidarités d'Île-de-France, chargé des fonctions de directeur de l'unité départementale des Hauts de Seine, à compter du 1^{er} avril,

Décide

Article 1

Délégation permanente est donnée à Claudine SANFAUTE, directrice de l'unité départementale des Hauts de Seine, à effet de signer, au nom du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France, les décisions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Sujet	Pouvoir	Référence
Anticipation négociée des mutations économiques	Avis sur la procédure et observations sur les mesures sociales pour les procédures ouvertes par les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un PSE.	Article L 1233-56 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Avis sur la procédure et observations sur le PSE pour les procédures ouvertes par les entreprises soumises à l'obligation d'établir un PSE.	Articles L 1233-57 et L 1233-57-6 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Décision de validation ou de refus de validation de l'accord collectif signé en application de l'article 1233-24-1 du code du travail	Articles L 1233-57-1, L 1233-57-4, L 1233-57-2, L 1233-58 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Décision d'homologation ou de refus d'homologation du document unilatéral pris en application de l'article L 1233-24-4 du code du travail	Articles L 1233-57-1, L 1233-57-4, L 1233-57-3, L 1233-58 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Injonction prise sur demande formulée par le CSE, ou, lorsqu'il n'existe pas, par le CE ou, à défaut, les DP ou, en cas de négociation d'un accord L 1233-24-1 du code du travail, par les OS représentatives de l'entreprises.	Articles L 1233-57-5 et D 1233-12 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Décision relative à la contestation portant sur l'expertise unique réalisée dans le cadre de l'article L.1233-34 du code du travail.	Article L1233-35-1et Article R1233-3-3 du code du travail
Anticipation négociée des mutations économiques	Décision de validation ou de refus de validation de l'accord portant rupture conventionnelle collective signé en application de l'article L 1237-19 du code du travail	Articles L 1237-19-3, L 1237-19-4, L 1237-19-5, L 1237-19-6, D 1237-9, D 1237-10 et suivants du code du travail
Egalité professionnelle	Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle	Articles L 1143-3 et D 1143-6 du code du travail
Egalité professionnelle	Décision appréciant la conformité d'un accord d'entreprise ou d'un plan d'action aux dispositions de l'article L. 2242-8 du code du travail.	Articles L 2242-9 et R 2242-10 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	Articles L 3121-21 et R 3121-10 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail	Articles L 3121-24, L 3121-25, R 3121-11 et R 3121-16 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour une entreprise ou pour une activité dans le département	Articles L 713-11, R 713-12 et R 713-14 du code rural
Durée du travail	Décision désignant les membres de la commission instituée auprès des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics	Article D 3141 35 du code du travail

Santé et sécurité au travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir à des salariés sous contrat à durée déterminée pour certains travaux particulièrement dangereux	Articles L 1242-6 et D 1242-5 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux	Articles L 1251-10 et D 1251-2 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision autorisant ou refusant d'autoriser ou retirant une décision d'autorisation d'employer des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir des travaux exposant à certains agents chimiques dangereux	Articles L 4154-1 et D 4154-3 à D 4154-6 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 (voies et réseaux divers de chantiers de construction)	Articles R 4533-6 et R 4533-7 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1	Article L 4721-1 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une demande d'analyse de produits faite en application de l'article R 4722-10	Article R 4723-5 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité. Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires	Article R 4462-30 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité. Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires	Article 8 du décret du 26 octobre 2005 relatif aux chantiers de dépollution pyrotechnique
Santé et sécurité au travail	Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre des douches à disposition des travailleurs	Article 3 de l'arrêté du 23 juillet 1947
Groupement d'employeurs	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs	Articles L 1253-17 et D 1253-7 à D 1253-11 du code du travail
Groupement d'employeurs	Décisions accordant, refusant ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs	Articles R 1253-19 à R 1253-27 du code du travail
Représentation du personnel	Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical	Articles L. 2143-11 et R 2143-6 du code du travail
Représentation du personnel	Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale	Articles L 2142-1-2, L 2143-11 et R 2143-6 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts du comité social et économique	Articles L 2313-5, L 2313-8, R 2313-1 et R 2313-4 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant la répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux du comité social et économique	Articles L 2314-3 et R 2314-3 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant la répartition des sièges entre les établissements et les collèges au sein d'un comité social et économique central	Articles L 2316-8 et R 2316-2 du code du travail
Représentation du personnel	Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux	Articles L 2333-4 et R 2332-1 du code du travail
Représentation du personnel	Décision de désignation du remplaçant d'un représentant du personnel du comité de groupe	Articles L 2333-6 et R 2332-1 du code du travail

Représentation du personnel	Décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de suppression d'un comité d'entreprise européen	Articles L 2345-1 et R 2345-1 du code du travail
Apprentissage	Décisions en matière d'apprentissage et notamment : Décision de suspension du contrat d'apprentissage (article L 6225-4), Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage (article L 6225-5), Décision interdisant le recrutement de nouveaux apprentis ainsi que de jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance (article L 6225-6), Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis (article R 6225-11)	Articles L 6225-4 à L 6225-8 et R 6225-1 à R 6225-12 du code du travail
Travailleurs de moins de 18 ans	Décisions relatives aux travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans et notamment : Décision de suspension du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-8), Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-9), Décision interdisant le recrutement de travailleurs ou l'accueil de stagiaires (article L 4733-10)	Articles L 4733-8 et suivants du code du travail
Formation professionnelle et certification	Délivrance du titre professionnel, Désignation du jury, VAE : recevabilité de la VAE	Articles R 338-6 et R 338-7 du code de l'Education, arrêtés du 22 Décembre 2015 et du 21 juillet 2016
Formation professionnelle et certification	Décision de retrait du bénéficiaire des exonérations de cotisations sociales attaché aux contrats de professionnalisation	Article R 6325-20 du code du travail
Epargne salariale	Demande de retrait ou de modification de dispositions d'un accord d'intéressement ou de participation, ou d'un règlement d'épargne salariale	Article L 3345-1 et suivants et D 3345-1 et suivant du code du travail
Rupture conventionnelle	Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture conventionnelle du contrat de travail	Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail
Divers	Détermination du salaire de référence des travailleurs migrants	Articles R 5422-3 et -4 du code du travail
Divers	Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries (entreprises de BTP)	Articles D 5424-8 à D 5424-10 du code du travail
Divers	Décision prise sur le recours gracieux formé par un électeur ou son représentant en cas de contestation relative à une inscription sur la liste électorale établie dans le cadre du scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés	Article R 2122-21 du code du travail
Divers	Mise en œuvre de la transaction pénale : proposition au mis en cause, demande d'homologation au procureur, notification au mis en cause	Articles L 8114-4 et suivants et R 8114-3 et suivants du code du travail

Article 3

Concernant l'anticipation négociée des mutations économiques pour développer les compétences, maintenir l'emploi et encadrer les licenciements économiques, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'unité départementale, selon les décisions, avis ou observations, mentionnés ci-dessous, délégation de signature est donnée à :

- Magali BOUNAIX, responsable du pôle EES
- Valérie HAVIEZ, responsable du département accompagnement des entreprises
- Jérôme SAJOT, responsable du pôle T
- Lolita REINA-RICO, adjointe du responsable du pôle T

Article 4

Le directeur de l'unité départementale peut donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité à l'effet de signer les décisions énumérées à l'article 2, à l'exception des matières visées à l'article 3.

Les subdélégations sont portées à la connaissance du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

Article 5

La présente décision de délégation de signature porte abrogation de la décision n°2021-12 DIRECCTE du 26 février 2021.

Article 6

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Gaëtan RUDANT



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**

DÉCISION n° 2021-07

**Portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Gaëtan Rudant,
directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
d'Île-de-France aux agents de l'unité départementale des Hauts-de-Seine**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France,

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le code du commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du tourisme ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi du 4 juillet 1837 modifiée relative aux poids et mesures ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Île-de-France et notamment ses articles 20-1 et 20-2 ;

Vu le décret n° 2013-571 du 1er juillet 2013 modifié autorisant les ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative à déléguer certains de leurs pouvoirs pour le recrutement et la gestion d'agents placés sous leur autorité ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2014 portant délégation de certains pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents relevant du ministre chargé du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 fixant la liste des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat pour lesquels l'avis du chef de service déconcentré sous l'autorité duquel sont placés ces personnels est requis préalablement à leur élection

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 nommant Claudine SANFAUTE directeur régional et interdépartemental adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, chargé des fonctions de responsable de responsable de l'unité départementale des Hauts de Seine, à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu l'arrêté IDF IDF-2021-03-30-00003 du 30 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île de France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative,

Décide

Article 1

Subdélégation de signature est donnée à Claudine SANFAUTE, directrice de l'unité départementale des Hauts de Seine, à effet de signer dans le cadre de ses attributions, tous les actes, arrêtés, décisions, conventions, circulaires, rapports, correspondances dans le champ des compétences que la préfecture de région délègue à la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France (DRIEETS) à l'exclusion des actes mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

Aucune subdélégation ne pourra être opérée par le responsable d'unité concernant la signature des conventions attributives de subventions accordées au titre du fond départemental pour l'insertion (FDI), dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE).

Une copie de cette décision de subdélégation sera adressée au directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de l'unité départementale concernée, la subdélégation de signature, est exercée par les personnes ci-dessous mentionnées, dans la limite de leurs compétences :

- Magali BOUNAIX, responsable du pôle « entreprise, emploi, solidarité »
- Jérôme SAJOT, responsable du pôle « politique du travail »
- Lolita REINA-RICO, adjointe du responsable du pôle « politique du travail »

Article 3

Sont exclus de la délégation consentie aux articles 1 du présent arrêté :

- Les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- Les conventions des appels à projets régionaux du plan d'investissement dans les compétences ;
- Les conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) des missions locales, excepté les avenants pour les soldes annuels ;
- Les mémoires en défense présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives et nés de l'activité de la DRIEETS, de la DIRECCTE ou de la DRCS d'Ile-de-France, sauf en ce qui concerne ceux nés de l'exercice des compétences propres exercées par le directeur régional de la DIRECCTE ou le Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS ou des agents qui lui sont hiérarchiquement rattachés, en matière d'accompagnement des restructurations d'entreprise et d'inspection de la législation du travail, de mesures de police administrative prises en application du code de commerce et du code de la consommation et en matière de métrologie légale, ainsi que dans les cas de procédure d'urgence prévus au livre V du code de justice administrative ;
- Les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations des maires, la maire de Paris et les maires des communes chefs-lieux de département ;
- Les correspondances entrant dans le cadre de la négociation du contrat de plan État région ;

Par ailleurs, une copie de toutes correspondances destinées aux autres élus, maires, conseillers municipaux ainsi que de celles concernant le contrôle de légalité et les mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnées, sera simultanément adressée au préfet de la région d'Ile-de-France.

Article 4

La présente décision de délégation de signature porte abrogation de la décision n°2021-2 DIRECCTE du 11 février 2021.

Article 5

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-

France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités

Gaëtan RUDANT



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**

DÉCISION n° 2021-17

Portant subdélégation de signature de Monsieur Gaëtan Rudant, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France aux agents de l'unité départementale des Hauts de Seine

Vu le code du commerce ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du tourisme ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'état dans la région et les départements d'Île de France ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent HOTTIAUX, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

12/

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France à compter du 1^{er} avril ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 29 mars nommant Claudine SANFAUTE, directeur régional adjoint, directeur de l'unité des Hauts de Seine à compter du 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-018 du 31 mars 2021 par lequel le Préfet des Hauts de Seine délègue sa signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France;

Décide

Article 1^{er}

Subdélégation de signature est donnée à Claudine SANFAUTE, directeur régional adjoint, directeur de l'unité départementale des Hauts de Seine, à l'effet de signer, les décisions, actes administratifs et correspondances concernant les attributions de la Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS) de la région Ile-de-France dans les domaines suivants relevant de la compétence du préfet des Hauts de Seine:

Tutelle des pupilles de l'État :	Exercice de la tutelle des pupilles de l'État ; Actes d'administration des deniers des pupilles ;	article L.224-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles
	Décisions de placement en vue d'adoption ;	article L. 225-1 du code de l'action sociale des familles
Aide sociale	Admission au bénéfice de l'aide sociale à la charge de l'État ;	article L.131-1 à L.134-10 du code de l'action sociale et des familles
	Recours devant les juridictions d'aide sociale et la notification des décisions prises après examen en commission départementale d'aide sociale ; Admission dans un CHRS.	article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles
Protection juridique des majeurs :	Conventionnement des services tutélaires habilités par le procureur de la République à exercer des mesures de tutelle et curatelle d'État ; Liste des mandataires judiciaires de la protection des majeurs ; Délivrance des agréments aux mandataires judiciaires de la protection des majeurs et aux délégués aux prestations familiales en tant que personnes physiques ; Conventionnement des mandataires judiciaires de la protection des majeurs, personnes physiques, relatif à leur rémunération relevant de la part État ; Arrêtés d'autorisation de création, d'extension et de transformation de services tutélaires ; Arrêtés de tarification des prestations fournies par les services tutélaires ;	article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles. articles L. 472-1 à L. 472-4 du code de l'action sociale et des familles complété par le décret 2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales articles L.313-1 à L.313-10, articles L.313-13 et L.313-14 du code de l'action sociale et des familles articles L. 314-1 et L.314-2 du code de l'action sociale et des familles

	Contrôle et approbation des documents budgétaires et des délibérations ; Mémoires en réponse au contentieux de la tarification ; Exercice des missions de tutelle et de contrôle : inspections, contrôles et pouvoir d'injonctions	article L 351.1 du code de l'action sociale et des familles articles L 331-1 à L 331-9 du code de l'action sociale et des familles
Droits des personnes handicapées	Délivrance des cartes de stationnement aux organismes utilisant un véhicule destiné au transport collectif des personnes handicapées	articles L.241-3-2 et R.241-18 du code de l'action sociale et des familles
	Mémoires en réponse pour les contentieux formés devant le tribunal administratif et relatifs à l'attribution des cartes de stationnement aux personnes handicapées	articles L 111 -7 et R.111-18 et suivants du code de la construction et de l'habitation
CMCR	Organisation et fonctionnement des comités médicaux et des commissions de réforme aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires	Articles 6 et 12 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires
Salaires et conseillers des salariés	Décision relative au remboursement à l'employeur de l'allocation complémentaire servie aux salariés bénéficiant de la rémunération mensuelle minimale	articles L.3232-7 et L.3232-8, R.3232-3 et R.3232-4 du code du travail
	Décision relative au paiement direct aux salariés de l'allocation complémentaire servie aux salariés bénéficiant de la rémunération mensuelle minimale	articles L.3232-7 et L.3232-8, R.3232-6 du code du travail
	Arrêté fixant la liste des conseillers des salariés	articles D.1232-4 et - D.12325 du code du travail
	Décision en matière de remboursement des frais de déplacement (réels ou forfaitaires) exposés par les conseillers du salarié	articles D. 1232-7 et D. 1232-8 du code du travail
	Décision en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission	article L.1232-11 du code du travail ;
Jeunes de moins de 18 ans	Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance	articles L.4153-6, R.4153-8 et R.4153-12 du code du travail, article L.2336-4 du code de la santé publique
	Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode	article L.7124-1 du code du travail
	Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant, employé dans les spectacles, les professions ambulantes ou comme mannequins dans la publicité et la mode, entre ses représentants légaux et le pécule, autorisation de prélèvement	article L.7124-9 du code du travail
Conciliation	Procédure de conciliation	articles L.2522-4 et R.2522-1 à R.2522-21 du code du travail
Activité partielle	Décisions relatives à l'indemnisation de	Art. L.5122-1 et 2,

	l'activité partielle	R.5122-1 à 29
Agence de mannequins	Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins	Articles L.7123-14 et R.7123-8 à -17 du CT
Apprentissage et Alternance	Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours	articles L6223-1 et L6225-1 à L6225-3, R6223-16 et R6225-4 à R6225-8 du CT
Emploi	Convention conclue avec des entreprises de moins de 300 salariés pour faire procéder à une étude de situation en terme d'égalité professionnelle	article R. 1143-1 du code du travail
	Conventions FNE, notamment: d'allocation temporaire dégressive, d'allocation spéciale, de congé de conversion, de cellule de reclassement, de formation et d'adaptation, cessation d'activité de certains travailleurs salariés	articles L.5111-1 à L.5111-3, L.5123-1 à L.5123-9, L.1233-1, L.1233-3, L.1233-4, R.5112-11, et L.5124-1, R.5123-3 et R.5111-1 et R.5111-2, R. 5123-1 à R.5123-41 du code du travail, circulaires DGEFP n°2004-004 du 30 juin 2004 et n°2008-09 du 19 juin 2008
	Décision d'agrément des accords et conventions d'aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi	articles L.5121-4 et 5 et R.5121-14 à R.5121-18 du code du travail
	Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences pour préparer les entreprises à la GPEC	articles L.5121-3, D.5121-4 à D.5121-13 du code du travail
	Convention d'engagement de développement de l'emploi et des compétences	articles L.5121-1, L.5121-23, D.5121-1 à D.5121-3 du code du travail
	Décision d'opposition à la qualification d'emplois menacés prévue aux articles L.2242-16 et L.2242-17	articles D.2241-3 et D.2241-4 du code du travail
	Dispositif local d'accompagnement – DLA	article 61 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et décret n°2015-1103 du 1er septembre 2015 relatif au dispositif local d'accompagnement;
	Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément d'une association ou d'une entreprise de services à la personne	articles L.7232-1 et suivants du code du travail
	Conventionnement des missions locales	articles L. 5314-1 à L.5314-4 du code du travail
	Conventions relatives à l'insertion par l'activité économique	articles L.5132-2 et L.5132-4, L.5132-5, L.5132-7, L.5132-8, L.5132-15,

		L.5132-16, R. 5132-4 à R. 5132-6, R. 5132-15 et R. 5132-16, R. 5132-22, R. 5132-23, R. 5132-32 et R. 5132-33, R. 5132-36, R. 5132-38 à R.5132-47 du code du travail
	Décision d'admission à titre conservatoire ou à titre dérogatoire, de prolongation, de suspension ou de suppression de la garantie jeunes	articles L.5131-5, L.5131-6, R.5131-17 et R.5131-18 du code du travail
	Attribution, extension, renouvellement et retrait d'agrément « entreprises solidaires d'utilité sociale»	article R 3332- 21-3 du code du travail
	Agrément de reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière et de production (SCOP)	Loi n° 47-1775 du 19/09/47, loi 78-763 du 19/07/78, loi n° 92-643 du 13/07/92, décret n° 87-276 du 16/04/87, décret du 10/02/02, circulaire DGEFP 2002-53 du 10/12/02 et 2003-04 du 04/03/03
Emploi	Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance pour GEIQ	article D6325-24 du code du travail, circulaire DGEFP 97.08 du 25/04/97 Décret n°2015-998 du 17/08/2015
Travailleurs en situation de handicap	Sanction administrative pour non-respect des obligations d'emploi	articles L.5212-12 et R.5212-31 du code du travail
	Obligation d'emploi et versement d'une contribution annuelle	Articles R.5212-1 à R.5212-11 et R.5212 19 à R.5212-31 du CT
	Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés	articles L.5212-8 et R.5212-15 du code du travail
	Subvention d'installation d'un travailleur handicapé	articles R.5213-52, D.5213-53 à D.5213-61 du code du travail
	Aides financières pour l'adaptation du lieu de travail et pour le renforcement de l'encadrement des travailleurs handicapés	articles L.5213-10 ; R.5213.33 à R.5213.38 du code du travail
Activité partielle de longue durée	Décision de validation ou de refus de validation des accords collectifs	Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne,

		notamment son article 53
Activité partielle de longue durée	Décision d'homologation ou de refus d'homologation des documents unilatéraux	Article 5 du décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable Article R.5122-4 du code du travail
	Décision de demande de remboursement à l'Agence de Services et de Paiement des allocations	Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, notamment son article 53 Article 2 du décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable
	Décisions d'autorisation de renouvellement ou de refus de renouvellement de la décision de validation de l'accord ou d'homologation du document	Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, notamment son article 53 Article 5 du décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Claudine SANFAUTE, la subdélégation de signature sera exercée par :

- Jérôme SAJOT, responsable du pôle « politique du Travail » ;
- Magali BOUNAIX, responsable du pôle « entreprises, emploi et solidarités » ;

Et dans la limite de leurs attributions, par :

- Lolita REÏNA-RICO, adjointe au responsable du pôle « politique du Travail » ;
- Yaël DEBRIL, responsable du service « relations du travail » ;
- Nathalie LASMARRIGUES-MARQUIS, responsable du département « protection et insertion des adultes » ;
- Déborah GILBERT, responsable du département « protection et insertion des jeunes » ;
- Valérie HAVIEZ, responsable du département « accompagnement des entreprises » ;
- Pascale BLONDY, responsable du département « animation territoriale » ;
- Véronique DENIZOT, responsable du service « protection des majeurs vulnérables » ;
- Stéphanie MEDARD, responsable du service « protection de l'enfance et intégration » ;
- Nadia BOURAS, responsable du service « développement de l'emploi et des compétences » ;
- Elisabeth CASTET, responsable du service « restructurations ».

Article 3

Sont exclus de la délégation consentie à l'article 1 du présent arrêté :

- Les arrêtés ayant un caractère réglementaire de portée générale ;
- les circulaires et instructions générales adressées aux maires du département ;
- les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- les mémoires en défense, présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives et nés de l'activité de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France sauf en ce qui concerne les compétences propres exercées par le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités en matière d'inspection de la législation du travail ainsi que dans les cas de procédure d'urgence prévus par le livre V du code de la justice administrative ;
- les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, le président du conseil régional, le président du conseil départemental, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations des maires et les maires.

Par ailleurs, une copie de toutes correspondances avec les autres élus, ainsi que celles concernant le contrôle de légalité et les mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnés, sera adressée en même temps au préfet des Hauts-de-Seine.

Article 4

Une copie de cette décision de subdélégation sera adressée au préfet des Hauts de Seine.

Article 5

La décision n° 2021-5 DIRECCTE du 11 janvier 2021 est abrogée.

Article 6

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, et les subdélégués mentionnés ci-dessus, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région et de la préfecture des Hauts de Seine.

Fait à Aubervilliers, le 7 avril 2021

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
d'Île-de-France

Gaëtan RUDANT



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**



**Décision n° 2021-20 du 1^{er} avril 2021 portant délégation de signature
du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail
et des solidarités d'Ile de France**

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France,

Vu le code du travail, le code rural et de la pêche maritime, le code des transports et le code de l'éducation,

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France à compter du 1^{er} avril 2021,

DECIDE :

Article 1er

Délégation est donnée aux agents des unités départementales, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et de l'unité régionale ci-dessous désignés, à effet d'instruire, au nom du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France, la procédure contradictoire en matière de sanctions administratives prévue au premier alinéa de l'article L. 8115-5 du code du travail et de signer les actes afférents à cette procédure :

Unité départementale de Paris :

- Monsieur Patrice BERTHREU
- Madame Alice COLET-CALLENS
- Monsieur Stéphane LAMAIRE
- Madame Sylvie LEITAO
- Madame Chantal LE SAUX

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine et Marne:

- Monsieur Frédéric JALMAIN
- Monsieur Didier LECOMTE
- Madame Brigitte BOU

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Yvelines:

- Madame Dorothee BAREL
- Monsieur Emmanuel SOARES

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Essonne:

- Monsieur Stéphane ROUXEL
- Madame Hajer HORRI

Unité départementale des Hauts de Seine :

- Madame Catherine FOMBELLE
- Madame Sylvie GUINOT
- Madame Camille LAVERTY
- Monsieur Jean-Noël PONZEVERA
- Madame Lolita REINA-RICO
- Monsieur Jérôme SAJOT
- Madame Kelly DECEBALE
- Madame Florence GUILLARD
- Madame Marie-Hélène CHERRIER
- Madame Pauline OULD AOUDIA

Unité départementale de Seine Saint Denis :

- Madame Catherine BARRAS
- Monsieur Ali KEBAL
- Madame Aurore TETAR

Unité départementale du Val de Marne :

- Monsieur Grégory BONNET
- Madame Sandra EMSELLEM
- Monsieur Eric JANY

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Val d'Oise:

- Madame Pascale BOUËTTÉ
- Madame Nadège LENOIR
- Monsieur Vincent LEFEBVRE

Unité régionale :

- Monsieur Martial ANTZENBERGER
- Madame Nelly CHAUVIN
- Monsieur Sylvère DERNAULT
- Monsieur Pascal GOSSE
- Madame Claire JANNIN
- Monsieur Guy LEBON
- Madame Marie-Hélène MICHEL
- Madame Rhizlaine NAIT-SI
- Madame Catherine PERNETTE
- Madame Cécile RIBOLI
- Madame Anna SCHPITZ
- Madame Tassadit TERAHA
- Madame Marie-Anne VINOT

Article 2

Les sanctions administratives pour lesquelles les agents des unités départementales et des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités désignés à l'article 1^{er} ont délégué aux fins d'instruire la procédure contradictoire et de signer les actes y afférents sont celles fixées par :

- L'article L. 719-10 du code rural et de la pêche maritime
- L'article L. 719-10-1 du code rural et de la pêche maritime
- L'article L. 124-17 du code de l'éducation
- L'article L. 1325-1 du code des transports
- L'article L. 4752-1 du code du travail
- L'article L. 4752-2 du code du travail
- L'article L. 4753-1 du code du travail
- L'article L. 4753-2 du code du travail
- L'article L. 4754-1 du code du travail
- L'article L. 8115-1 du code du travail
- L'article L. 8291-2 du code du travail

Article 3

Les sanctions administratives pour lesquelles les agents de l'unité régionale désignés à l'article 1^{er} ont délégué aux fins d'instruire la procédure contradictoire et de signer les actes y afférents sont celles fixées à l'article 2 ci-dessus ainsi qu'aux articles L. 1263-4, L. 1263-4-1, L. 1263-4-2, L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail, lorsque la procédure est initiée par un agent de contrôle de l'unité régionale.

Les sanctions administratives pour lesquelles les agents de l'unité régionale désignés à l'article 1^{er} ont délégué aux fins d'instruire la procédure contradictoire et de signer les actes y afférents sont celles fixées par les articles L. 1263-4, L. 1263-4-1, L. 1263-4-2, L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail, lorsque la procédure est initiée par un agent de contrôle d'une unité départementale ou d'une direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités.

Article 4

La décision n° 2021-10 du 23 janvier 2021 portant délégué de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est abrogée.

La présente décision prend effet le 1^{er} avril 2021.

Article 5

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France et les délégués désignés ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} avril 2021
Le directeur régional et interdépartemental de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités,

SIGNÉ

Gaëtan RUDANT

22



**Décision n° 2021-27 du 1^{er} avril 2021
relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle
et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale des Hauts de Seine**

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France,

Vu l'article R. 8122-6 du code du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2019 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu les consultations du Comité Technique des Services Déconcentrés d'Ile de France en date du 23 janvier 2018 et du 29 janvier 2019;

DECIDE :

Article 1

L'unité départementale des Hauts-de-Seine comprend 7 unités de contrôle (UC1, UC2, UC3, UC4, UC5, UC6 et UC7) composées de 74 sections d'inspection du travail sises :

- UC n°1: 15, rue Villeneuve 92110 CLICHY
- UC n°2, UC n°3, UC n° 4, UC n°5: 11, boulevard des Bouvets 92000 NANTERRE
- UC n°6 et UC n°7 : 40 rue Gabriel Crieé 92240 MALAKOFF

La répartition des compétences entre les sections d'inspection de l'unité départementale des Hauts-de-Seine s'effectue selon les règles suivantes :

- a) Une section compétente pour le contrôle d'un établissement a compétence pour le contrôle de toutes les activités de toute nature exercées par d'autres entreprises en son sein (entreprises extérieures, chantiers...).
- b) Une section compétente pour le contrôle d'un chantier du bâtiment a compétence pour le contrôle de toutes les activités de toute nature exercées en son sein (livraisons, nettoyage, par exemple).
- c) Chaque section a compétence pour le contrôle de tous les établissements de l'ensemble des secteurs professionnels au sein d'un territoire délimité par communes et/ou rues, à l'exception :
 - Des établissements de transports routiers relevant de la compétence des sections 1-1, 3-6 et 7-4.

Ces établissements sont ceux dotés des codes NAF suivants :

- Transports urbains et suburbains de voyageurs (NAF 49.31Z)
- Transports de voyageurs par taxis (NAF 49.32Z)
- Transports routiers réguliers de voyageurs (NAF 49.39A)
- Autres transports routiers de voyageurs (NAF 49.39B)
- Transports routiers de fret interurbains (NAF 49.41A)
- Transports routiers de fret de proximité (NAF 49.41B)
- Location de camions avec chauffeur (NAF 49.41C)
- Services de déménagement (NAF 49.42Z)
- Messagerie, fret express (NAF 52.29A)

- Affrètement et organisation des transports (NAF 52.29B)
- Autres activités de poste et de courrier (NAF 53.20Z)

Leur compétence s'étend également à toutes les activités des entreprises de transports routiers exercées dans leur périmètre géographique, à l'exception de celles décrites aux points a) et b)

- Des établissements de la SNCF concourant aux activités de transport et des établissements de transport ferroviaire (codes NAF 49.10Z Transport ferroviaire interurbain de voyageurs et 49.20Z Transports ferroviaires de fret), relevant de la compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3.

La compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3 s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares et le domaine public ferroviaire.

La compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3 s'étend aux établissements de maintenance du matériel roulant.

- Des établissements de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, relevant de la compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3.

La compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3 s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares, les stations et les emprises ferroviaires.

La compétence des sections 1-8, 2-8, 3-6, 4-13, 5-3, 6-2 et 7-3 s'étend également aux établissements de maintenance du matériel roulant ferroviaire.

- Des établissements de la RATP concourant aux activités de transport routier relevant de la compétence des sections 1-1, 3-6 et 7-4.

La compétence des sections 1-1, 3-6 et 7-4 s'étend également aux établissements de maintenance du matériel roulant routier.

- Des établissements de transport fluvial relevant des codes NAF 50.30Z (transport fluvial de passagers) et 50.40Z (transport fluvial de fret) et des activités de navigation intérieure, relevant de la compétence de la section 5-9.

La section 5-9 est compétente pour contrôler, sur les voies navigables, les bateaux, les engins flottants et les établissements flottants tels que définis à l'article L 4000-3 du code des transports, à l'exception des bateaux restant à demeure à quai et utilisés pour des activités commerciales ou de loisirs (discothèques, cafés ou restaurants par exemple).

La compétence de la section 5-9 s'exerce sur tout le domaine public fluvial (voies navigables, quais, berges, chemins de halage) et les écluses.

La compétence de la section 5-9 s'étend aux établissements dépendant de l'établissement public VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (siège, établissements et écluses).

- Des établissements agricoles tels que définis à l'article L 717-1 du code rural, relevant de la compétence de la section 4-10 de l'unité départementale du Val-de-Marne.
- Des activités exercées sur les chantiers dont le contrôle relève de la compétence de l'unité régionale d'appui et de contrôle des grands chantiers.

Article 2

La délimitation de l'unité de contrôle n°1 est fixée comme suit :

Communes de Clichy-la-Garenne, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°1 est fixé à 8. La délimitation des 8 sections d'inspection du travail de l'UC 1 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 1-1: Commune de Gennevilliers nord-ouest : toutes les voies situées à l'intérieur d'un périmètre constitué au nord par la Seine, à l'est par l'A15 jusqu'au rond-point Pierre Timbaud, rond-point Pierre Timbaud, rue Jules Larose (côté impair) jusqu'à la rue des Collines, rue des Collines (côté pair), jusqu'à la rue Deslandes (côté pair), rue Jean Jaurès (côté pair) jusqu'à la rue Louis Calmel (côté pair) jusqu'à la limite de commune d'Asnières-sur-Seine par l'ouest; toutes les voies constituant ce périmètre et toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies, à l'exception de l'A86.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'établissement SAFRAN/SNECMA situé sur la commune de Gennevilliers (adresse postale : 171, boulevard de Valmy à Colombes).

Cette section est également compétente pour le contrôle des établissements de transports routiers et des établissements de la RATP concourant aux activités de transport routier, tels que définis à l'article 1^{er}, dans les communes de Clichy-la-Garenne, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne, Bois-Colombes, Asnières-sur-Seine, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine à l'exception des établissements situés 26, quai Charles Pasqua à Levallois-Perret, qui relèvent de la compétence de la section 1 de l'UC 2.

Section 1-2 : Commune de Gennevilliers nord-est : avenue Louis Roche (côté pair) du rond-point Pierre Timbaud jusqu'à la rue des Noël's, rue des Noël's (côté impair) jusqu'à l'avenue de la Longue Bertrane, avenue de la Longue Bertrane jusqu'à la limite à l'est de commune de Villeneuve-la-Garenne ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Cette section est compétente pour le contrôle du Port autonome de Paris, situé à partir de la darse n° 5 et 6 (délimitation A15, N 315).

Cette section est également compétente pour le contrôle de l'A86 sur les communes de Gennevilliers et Villeneuve-La-Garenne.

Section 1-3 : Commune de Villeneuve-la-Garenne, à l'exception de l'A86.

Section 1-4 : Commune de Gennevilliers sud : au nord, rue Louis Calmel (côté impair) jusqu'à la rue Jean Jaurès, rue Jean Jaurès (côté impair) jusqu'à la rue Deslandes, rue Deslandes (côté pair) jusqu'à la rue des Collines, rue des Collines (côté impair) jusqu'à la rue Jules Larose, rue Jules Larose (côté impair) jusqu'au rond-point Pierre Timbaud, avenue du Général de Gaulle (côté pair) jusqu'à l'avenue Louis Roche, avenue Louis Roche (côté impair) jusqu'à la rue des Noël's, rue des Noël's (côté pair), rue de la Bongarde jusqu'à la Seine au sud et les limites de commune d'Asnières-sur-Seine par le sud et l'ouest ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 1-5 : Commune de Clichy-la-Garenne : quai de Clichy-la-Garenne, limite des voies ferrées du faisceau St Lazare, boulevard Jean Jaurès (côté impair) à la limite de ville de Paris ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 1-6 : Commune de Clichy-la-Garenne nord-est : Pont de Clichy-La-Garenne, boulevard Jean Jaurès (côté pair) jusqu'à la rue Villeneuve, rue Villeneuve (côté impair), de la rue Pierre jusqu'au quai de Clichy, pont de Gennevilliers, quai Eric Tabarly ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 1-7 : Commune de Clichy-la-Garenne centre : rue Villeneuve (côté pair), boulevard Jean-Jaurès (côté pair) de la rue Villeneuve à la rue Victor Méric, rue Victor Méric (côté impair), rue Palloy (côté impair), place de la République, rue Madame de Sanzillon (côté impair); toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 1-8 : Commune de Clichy-la-Garenne sud-est : rue Madame de Sanzillon (côté pair), rue Palloy (côté pair), rue Victor Méric (côté pair), boulevard Jean-Jaurès (côté impair) de la rue Méric à la limite de la ville de Paris; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

La section 1-8 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Clichy, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne.

La délimitation de l'unité de contrôle n°2 est fixée comme suit :

Communes de Levallois-Perret, Asnières-sur-Seine, Neuilly-sur-Seine et Bois-Colombes

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°2 est fixé à 12. La délimitation des 12 sections d'inspection du travail de l'UC 2 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 2-1 : Commune de Levallois-Perret ouest et partie levalloisienne de l'Île de la Jatte : rue Anatole France (côté impair) du quai Charles Pasqua à la rue Paul-Vaillant Couturier, rue Paul-Vaillant Couturier (côté impair) de la rue Anatole France à la rue Danton, rue Danton (côté impair) de la rue Paul-Vaillant Couturier à la rue Barbès, rue Barbès (côté impair) ; toutes les voies situées au nord et à l'ouest de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transports routiers, tels que définis à l'article 1^{er}, sis 26, Quai Charles Pasqua à Levallois-Perret.

Cette section est également compétente pour le pont de Levallois-Perret.

Section 2-2 : Commune de Levallois-Perret nord : la Seine au nord, rue du président Wilson (côté impair), rue Baudin (côté pair), rue Rivay (côté impair), rue Paul Vaillant Couturier (côté impair), rue du président Wilson (impair), rue Aristide Briand (côté impair), rue Trébois (côté impair), rue Louise Michel (côté impair), rue Anatole France (côté pair) ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 2-3 : Commune de Levallois-Perret nord-est : rue Paul Vaillant Couturier (côté pair), rue Victor Hugo (côté impair), rue Aristide Briand (côté impair), rue du Président Wilson (côté pair), rue Paul Vaillant Couturier (côté impair), rue Rivay (côté pair), rue Baudin (côté impair), rue du Président Wilson (côté pair) jusqu'à la Seine ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle et pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu des dispositions législatives ou réglementaires pour l'entreprise COMME J'AIME SATISFACTION CLIENTS située 46 Rue Raspail, 92300 Levallois-Perret (N° SIRET : 85020325800015).

Section 2-4 : Commune d'Asnières-sur-Seine nord-est : périmètre formé à l'est par la frontière communale de Gennevilliers, à l'exception de l'A86, à l'ouest par la frontière communale de Colombes et par le boulevard Voltaire et, au sud, par la Seine. Les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces limites ainsi que la partie du boulevard Voltaire (côté pair) relèvent de la compétence de cette section.

Cette section est également compétente pour le pont d'Asnières.

Section 2-5 : Commune de Levallois-Perret sud-ouest : rue Anatole France (côté impair), rue Saint Jacques Ibert, rue de Villiers, rue Barbès (côté pair), rue Danton (côté pair), rue Paul Vaillant Couturier (côté pair) ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 2-6 : Commune de Levallois-Perret sud-est : rue Anatole France (côté pair), rue Louise Michel (côté pair), rue Trébois (côté pair), rue Aristide Briand (côté pair), rue Victor Hugo (côté pair), rue Paul Vaillant Couturier (côté pair) ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 2-7 : Commune d'Asnières-sur-Seine sud-ouest : périmètre formé à l'est par les limites communales de Courbevoie et de Bois-Colombes, au sud par la Seine et, à l'est, par le boulevard Voltaire. Les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces limites ainsi que la partie du boulevard Voltaire (côté impair) relèvent de la compétence de cette section.

Section 2-8 : Commune de Bois-Colombes ainsi que le viaduc d'Asnières-sur-Seine (réseau ferré) et le technicentre de Levallois-Perret.

La section 2-8 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaires, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Asnières-sur-Seine et Bois-Colombes.

Section 2-9 : Commune de Neuilly-sur-Seine sud : avenue de Madrid (côté impair), avenue Charles de Gaulle (côté impair) jusqu'à la limite de commune de Paris ; toutes les rues situées au sud de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le contrôle et pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu des dispositions législatives ou réglementaires pour l'entreprise COMME J'AIME SATISFACTION CLIENTS située 46 Rue Raspail, 92300 Levallois-Perret (N° SIRET : 85020325800015).

20

Section 2-10 : Commune de Neuilly-sur-Seine sud-ouest : boulevard d'Argenson (côté impair) de la Seine jusqu'au boulevard Jean Mermoz , boulevard Jean Mermoz (côté impair), rue Edmond Bloud (côté impair), avenue Achille Peretti (côté pair), rue des Huissiers (côté impair), avenue Charles de Gaulle (côté pair) jusqu'à la rue du Château, avenue de Madrid (côté pair), boulevard du commandant Charcot ; toutes les rues situées à l'ouest de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le contrôle de l'Île du Pont et le pont de Neuilly.

Section 2-11 : Commune de Neuilly-sur-Seine est : avenue Charles de Gaulle (côté pair) de la limite de commune de Paris, rue Louis Philippe (côté pair), place Winston Churchill, boulevard d'Inkerman (côté pair), boulevard Bineau (côté impair), avenue de la porte de Villiers (côté impair) jusqu'à la limite de commune de Paris ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 2-12 : Commune de Neuilly-sur-Seine nord : boulevard d'Argenson (côté pair), de la Seine jusqu'au boulevard Jean Mermoz, boulevard Jean Mermoz (côté pair), rue Edmond Bloud, (côté pair), avenue Achille Peretti (côté impair), rue des Huissiers (côté pair), avenue Charles de Gaulle (côté pair), rue Louis Philippe (côté impair), boulevard d'Inkerman (côté impair), boulevard Bineau (côté pair), carrefour Bineau, rue de Villiers jusqu'à la Seine ; toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le contrôle de la partie de l'Île de la Grande Jatte située sur Neuilly-sur-Seine et le Pont de la Grande Jatte (ou pont du maréchal Juin).

La délimitation de l'unité de contrôle n° 3 est fixée comme suit :

Communes de Colombes, Nanterre, Rueil-Malmaison, Garches, Vaucresson.

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n° 3 est fixé à 12. La délimitation des 12 sections d'inspection du travail de l'UC n° 3 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 3-1 : Commune de Colombes nord : rue du Président Salvador Allende (côté pair), rue Ambroise Paré (côté impair) depuis l'intersection avec la rue du Président Salvador Allende jusqu'à la rue Gabriel Péri, rue Gabriel Péri (côté pair) depuis l'intersection avec la rue Ambroise Paré jusqu'à la rue du Bournard, rue du Bournard (côté impair) jusqu'au croisement avec la voie ferrée Colombes-Asnières-sur-Seine et la voie ferrée Colombes-Asnières-sur-Seine depuis le croisement avec la rue du Bournard jusqu'à la limite avec la commune de Bois-Colombes ; toutes les voies situées au nord de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le contrôle des activités exercées sur l'A86 dans le périmètre de l'unité de contrôle n° 3.

Section 3-2 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre la Seine, la commune de Colombes, la commune de La-Garenne-Colombes, la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Nanterre Préfecture jusqu'au croisement avec la D914, la D914 (côté est) depuis cette intersection jusqu'à l'autoroute A86, la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Houilles depuis le croisement avec l'autoroute A86 jusqu'à la Seine. Toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-3 : Colombes sud : rue du Président Salvador Allende (côté impair), rue Ambroise Paré (côté pair) depuis l'intersection avec la rue du Président Salvador Allende jusqu'à la rue Gabriel Péri, rue Gabriel Péri (côté impair) depuis l'intersection avec la rue Ambroise Paré jusqu'à la rue du Bournard, rue du Bournard (côté pair) jusqu'au croisement avec la voie ferrée Colombes-Asnières et la voie ferrée Colombes-Asnières-sur-Seine depuis le croisement avec la rue du Bournard jusqu'à la limite avec la commune de Bois-Colombes ; toutes les voies situées au sud du périmètre constitué par ces voies.

Section 3-4 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre la Seine, la commune de Rueil-Malmaison, l'avenue du Parc de l'Île, la rue Ernest Renan (côté impair) depuis l'intersection avec l'avenue du Parc de l'Île jusqu'à la rue Henri Barbusse, la rue Henri Barbusse (côté pair) depuis le croisement avec la rue Ernest Renan jusqu'à la rue Thomas Lemaître, la rue Thomas Lemaître (côté pair), la place du marché (côté pair) ainsi que l'esplanade du marché, la rue du Marché (côté pair), la partie de la rue Henri Barbusse (côté impair) comprise entre la rue du Marché et la rue Maurice Thorez, la rue Maurice Thorez (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue de Stalingrad, la rue de Stalingrad (côté impair) depuis ce croisement jusqu'à l'autoroute A86, l'autoroute A86 jusqu'au croisement avec la ligne ferroviaire La-Garenne-Colombes-Houilles, la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Houilles depuis le croisement avec l'autoroute A86

27

jusqu'à la Seine. Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-5 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre les communes de La-Garenne-Colombes, Courbevoie, la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Nanterre-Université, jusqu'à la passerelle de la place Jules Mansard, la passerelle de la Place Jules Mansard, le boulevard Blaise Pascal (côté impair), le boulevard Vincent-François Raspail (côté pair), le boulevard Honoré de Balzac (côté pair), la rue de Courbevoie (côté pair), l'avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie (côté pair) depuis le croisement avec la rue de Courbevoie jusqu'à la place Nelson Mandela, le boulevard de Pesaro (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue Célestin Hébert, la rue Célestin Hébert (côté ouest) depuis ce croisement jusqu'au boulevard de la Défense, le boulevard de la Défense (côté nord).

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place Nelson Mandela qui relève de la compétence de la section 3-8.

Section 3-6 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre les communes de Rueil-Malmaison, Puteaux et la limite formée par la route de Chatou, la partie de la rue Ernest Renan (côté pair) comprise entre le croisement entre la route de Chatou et la rue Henri Barbusse, la rue Henri Barbusse (côté impair) pour la partie comprise entre la rue Ernest Renan et la rue Thomas Lemaître, la rue Thomas Lemaître (côté pair), la place du marché (côté impair) à l'exclusion de l'esplanade du marché, la rue du Marché (côté impair), la partie de la rue Henri Barbusse (côté pair) comprise entre la rue du Marché et la rue Maurice Thorez, la rue Maurice Thorez (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue de Stalingrad, la rue de Stalingrad (côté impair) depuis le carrefour avec la rue Maurice Thorez jusqu'à la rue des Venets, la rue des Venets (côté pair), la rue Sadi Carnot (côté pair) et l'avenue Georges Clémenceau (côté pair) depuis le carrefour avec la rue Sadi Carnot jusqu'à la limite avec la commune de Puteaux.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Cette section est également compétente pour le contrôle des établissements de transports routiers et des établissements de la RATP concourant aux activités de transport routier, tels que définis à l'article 1^{er}, dans les communes de Colombes, Nanterre, Rueil-Malmaison, Courbevoie, La-Garenne-Colombes et Puteaux.

La section 3-6 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Colombes, Nanterre et Rueil-Malmaison.

Section 3-7 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre l'avenue Georges Clémenceau (côté impair) depuis le carrefour avec la rue des Fontenelles jusqu'au croisement avec la rue Sadi Carnot, la rue Sadi Carnot (côté impair), la rue des Venets (côté impair), la rue de Stalingrad (côté pair) jusqu'à l'autoroute A86, l'autoroute A86 jusqu'au croisement avec la D914, la D914 (côté ouest) depuis ce croisement jusqu'à l'intersection avec la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Nanterre-Université, la voie ferrée La-Garenne-Colombes-Nanterre-Université jusqu'à la passerelle de la place Jules Mansard, la passerelle de la Place Jules Mansard, le boulevard Blaise Pascal (côté pair), le boulevard Vincent-François Raspail (côté impair), le boulevard Honoré de Balzac (côté impair), la rue de Courbevoie (côté pair), l'avenue Pablo Picasso (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue des Fontenelles, la rue des Fontenelles (côté impair). Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la passerelle de la place Jules Mansard qui relève de la compétence de la section 3-5 et de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-8 : La partie de la commune de Nanterre comprise entre les communes de Courbevoie, Puteaux et le boulevard de La Défense (côté sud) jusqu'au croisement avec la rue Célestin Hébert, la rue Célestin Hébert (côté est) jusqu'au croisement avec le boulevard de Pesaro, le boulevard de Pesaro (côté pair) depuis le carrefour avec la rue Célestin Hébert jusqu'à la place Nelson Mandela, la place Nelson Mandela, l'avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie (côté pair) jusqu'au croisement avec l'avenue Pablo Picasso, l'avenue Pablo Picasso (côté impair) depuis cette intersection jusqu'au carrefour avec la rue des Fontenelles, la rue des Fontenelles (côté pair), l'avenue Georges Clémenceau (côté impair) depuis le carrefour avec la rue des Fontenelles jusqu'à la limite avec la commune de Puteaux.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 3-9 : La partie de la commune de Rueil-Malmaison délimitée par la commune de Nanterre, la Seine, l'avenue Napoléon Bonaparte (côté pair), l'avenue Paul Doumer (côté pair) jusqu'au croisement avec le boulevard Franklin Roosevelt, le boulevard Franklin Roosevelt (côté impair) jusqu'au croisement avec le boulevard des Coteaux, le boulevard des Coteaux (côté pair), la partie de l'avenue Albert Ier (côté impair) comprise depuis le carrefour avec le

boulevard des Coteaux jusqu'à l'avenue de Colmar, l'avenue de Colmar (côté impair) jusqu'à l'intersection avec l'A86, l'A86 depuis cette intersection jusqu'à la limite avec la commune de Nanterre.
Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-10 : La partie de la commune de Rueil-Malmaison délimitée par la commune de Nanterre, l'A86 depuis la commune de Nanterre jusqu'à l'avenue de Colmar, l'avenue de Colmar (côté pair) jusqu'à l'avenue Victor Hugo, l'avenue Victor Hugo (côté pair), l'avenue du Maréchal Juin (côté pair), la partie de l'avenue Paul Doumer (côté impair) comprise entre l'avenue du Maréchal Juin et la rue de Maurepas, la rue de Maurepas (côté impair), la rue de la Libération (côté impair), la rue Haby Sommer (côté impair) jusqu'au croisement avec le boulevard Edmond Rostand, le boulevard Edmond Rostand (côté impair), la partie de la rue Danton (côté pair) comprise entre le boulevard Edmond Rostand et la rue Gambetta, la rue Gambetta (côté impair)
Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-11 : La partie de la commune de Rueil-Malmaison délimitée par les communes de Suresnes, Saint-Cloud et l'avenue du Maréchal Leclerc de Hauteclocque (côté impair), la place Henri Régault, la route de l'Empereur (côté impair), la rue Charles Floquet (côté impair), la partie de l'avenue de l'impératrice Joséphine (côté impair) comprise entre la rue Charles Floquet et la rue Messire Aubin, la rue Messire Aubin (côté impair), la rue Danielle Casanova (côté impair), la partie de l'avenue Paul Doumer (côté impair) comprise entre la rue Danielle Casanova et la rue de Maurepas, la rue de Maurepas (côté pair), la rue de la Libération (côté pair), la rue Haby Sommer (côté pair) jusqu'au croisement avec le boulevard Edmond Rostand, le boulevard Edmond Rostand (côté pair), la partie de la rue Danton (côté impair) comprise entre le boulevard Edmond Rostand et la rue Gambetta, la rue Gambetta (côté pair)
Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de l'A86 qui relève de la compétence de la section 3-1.

Section 3-12 : Commune de Rueil-Malmaison à l'exception du territoire des sections 3-9, 3-10 et 3-11.

Communes de Garches et Vaucresson.

La délimitation de l'unité de contrôle n°4 est fixée comme suit :

Communes de La Garenne-Colombes, Courbevoie et Puteaux

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°4 est fixé à 13. La délimitation des 13 sections d'inspection du travail de l'UC n°4 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 4-1 : Commune de La-Garenne-Colombes.

Commune de Courbevoie : allée de l'Arche (côté ouest) jusqu'à l'avenue Léonard de Vinci, avenue Léonard de Vinci (côté impair), de l'allée de l'Arche jusqu'à la rue Berthelot, rue Berthelot (côté impair), rue Gaultier (côté impair), rue Jean-Pierre Timbaud (côté impair), de l'avenue de la République à la limite de commune ; toutes les voies situées entre la limite formée par ces voies et la Commune de La-Garenne-Colombes.

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle et pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu des dispositions législatives ou réglementaires pour l'entreprise TECHNIP FRANCE - 6 allée de l'Arche 92400 COURBEVOIE - SIRET 39163786500067.

Section 4-2 : Commune de Puteaux : avenue du président Wilson (côté impair), de la limite séparative entre les communes de Nanterre et Puteaux (côté impair) jusqu'au rond-point des Bergères, avenue du Général de Gaulle (côté pair), avenue de la division Leclerc (côté ouest) jusqu'à la limite séparative de commune entre Puteaux et Courbevoie, rue Carpeaux (côté sud-est) jusqu'à la voie Perronet sud, voie Perronet sud jusqu'à la voie des Douces en direction du nord puis ouest jusqu'à la place des Degrés, place des Degrés jusqu'au (ancien) viaduc routier reliant le boulevard Circulaire, boulevard Circulaire en direction du nord jusqu'à la limite séparative de commune entre Puteaux et Nanterre.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 4-3 : Commune de Courbevoie : allée de l'Arche (côté est), avenue Léonard de Vinci (côté pair), de l'allée de l'Arche jusqu'à la rue Berthelot, rue Berthelot (côté pair), rue Gaultier (côté pair), rue Jean-Pierre Timbaud (côté pair), de l'avenue de la République à la limite de commune, et toutes les voies situées au sud-est de l'axe constitué par ces

voies ; rue de Colombes (côté impair) de la limite de commune à la rue Kilford, rue de Colombes (côtés pair et impair), de la rue Kilford à la rue du Château du Loir, rue de Colombes (côté impair), de la rue du Château du Loir à la Place Hérold (côté impair), rue de l'Alma (côté impair) jusqu'à la rue Baudin, rue Baudin (côté impair) jusqu'à la limite de commune, rue de Belfort (côté impair), rue Bitche (côté pair) jusqu'à la rue du Capitaine Guynemer, rue du Capitaine Guynemer (côté impair) de la rue Bitche à la rue Ségoffin, rue Ségoffin (côté impair) de la rue du Capitaine Guynemer au viaduc du boulevard Circulaire nord, viaduc du boulevard Circulaire nord de la rue Ségoffin à la limite de commune ; toutes les voies situées au nord-ouest de l'axe constitué par ces voies.

Section 4-4 : Commune de Courbevoie : boulevard Circulaire, du pont de Neuilly à la rue Louis Blanc, toutes les voies situées au nord-est de l'axe constitué par ces voies ; rue Louis Blanc (côté pair), place Victor Hugo, rue Victor Hugo (côté pair) jusqu'à la rue Sainte Marie, toutes les voies situées au sud-est de l'axe formé par ces voies ; rue Sainte Marie et toutes les voies situées au sud-ouest de l'axe formé par cette voie ; quai du Président Paul Doumer (côté impair) jusqu'à la rue Ficatier, quai du président Paul Doumer (côté pair et impair), de la rue Ficatier au Pont de Neuilly et toutes les voies situées au nord-ouest de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le contrôle des activités se déroulant sur la dalle de La Défense (territoire des communes de Courbevoie et Puteaux).

Section 4-5 : Commune de Courbevoie-est : rue de Colombes (côté pair) de la limite de commune à la rue Kilford, rue de Colombes (côté pair) de la rue du Château du Loir à la place Hérold, place Hérold (côté impair), rue de Colombes (côté impair) de la place Hérold à la rue Massenet, rue de l'Hôtel de Ville (côté impair) de la rue Massenet à la rue Victor Hugo, rue Victor Hugo (côté impair) de la rue Ficatier à la rue Sainte Marie, rue Sainte Marie (côté pair) jusqu'au quai du président Paul Doumer, quai du président Paul Doumer (côté pair) jusqu'à la rue Ficatier, et toutes les voies situées à l'est de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est également compétente pour le pont de Courbevoie jusqu'à l'île de la Grande Jatte.

Section 4-6 : Commune de Courbevoie (La Défense) : limites de la commune à l'ouest, boulevard Circulaire (côté intérieur) de la rue de Strasbourg à la limite de commune, axe constitué par la Liaison Médiane de la limite de commune au boulevard Circulaire

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section, à l'exception de l'ensemble immobilier Cœur Défense relevant de la compétence de la section 4-7.

Section 4-7 : Commune de Courbevoie (la Défense) : Les voies situées à l'intérieur d'un périmètre constitué, par la Liaison Médiane, les limites de la commune et le boulevard Circulaire du pont de Neuilly à La Liaison Médiane.

Cette section est également compétente pour le contrôle de l'ensemble immobilier Cœur Défense.

Section 4-8 : Commune de Courbevoie : boulevard Circulaire (côté pair), de la rue du Capitaine Guynemer à la rue Louis Blanc et toutes les voies au nord-est de l'axe constitué par cette voie ; rue Louis Blanc (côté impair), du boulevard Circulaire à la place Victor Hugo, rue Victor Hugo (côté impair), toutes les voies situées au nord-ouest de l'axe constitué par ces voies ; rue de l'Hôtel de Ville jusqu'à la place Hérold, toutes les voies à l'ouest de l'axe constitué par ces voies ; place Hérold (côté pair), rue de l'Alma (côté pair) jusqu'à la rue Baudin, rue Baudin (côté pair) jusqu'à la limite de commune, rue de Belfort (côté pair), rue Bitche (côté impair) jusqu'à la rue du Capitaine Guynemer, rue du Capitaine Guynemer (côté pair), de la rue Bitche à la rue Ségoffin, rue Ségoffin (côté pair), de la rue du Capitaine Guynemer au viaduc du boulevard Circulaire nord, viaduc du boulevard Circulaire nord, de la rue Ségoffin à la limite de commune, et toutes les voies situées au sud-est de l'axe constitué par ces voies.

Section 4-9 : Commune de Puteaux : boulevard Franck Kupka (côté impair), de la limite séparative de commune entre Puteaux et Nanterre au boulevard Circulaire, boulevard Circulaire, du boulevard Franck Kupka au (ancien) viaduc routier reliant le boulevard Circulaire, viaduc routier reliant le boulevard Circulaire à la place des Degrés, place des Degrés, voies des Douces en direction de l'est puis du sud jusqu'à l'entrée du RER/métro (Grande Arche), voie Perronet sud jusqu'à la rue Carpeaux, rue Carpeaux jusqu'à la limite séparative de commune entre Puteaux et Courbevoie ; toutes les voies situées à l'ouest de l'axe constitué par ces voies.

Section 4-10 : Commune de Puteaux (La Défense) : avenue du Général de Gaulle, du boulevard Circulaire à la limite séparative de commune entre Puteaux et Courbevoie, boulevard Circulaire, de l'avenue du Général de Gaulle (côté nord) à la rue Michelet, rue Michelet (côté ouest) jusqu'à l'axe constitué par la Liaison Médiane, Liaison Médiane jusqu'à la limite séparative des communes de Puteaux et Courbevoie ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 4-11 : Commune de Puteaux (La Défense) : Liaison Médiane, de la limite séparative de commune entre Courbevoie et Puteaux à la rue Michelet, rue Michelet (côté est), de la Liaison Médiane au rond-point de la Liberté, rond-point de la Liberté, rue Paul Lafargue (côté pair), boulevard Alexandre Soljenitsyne (côté nord-est), quai Dion Bouton (côté pair et impair), du boulevard Alexandre Soljenitsyne jusqu'aux limites séparatives de commune entre Puteaux, Courbevoie et Neuilly-sur-Seine ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre formé par ces voies ainsi que l'île de Puteaux située entre l'axe formé par la prolongation du boulevard Soljenitsyne au sud et la limite séparative de commune entre Puteaux et Neuilly-sur-Seine au nord.

Section 4-12 : Commune de Puteaux : avenue Georges Clémenceau (côté pair) de la limite de commune jusqu'au rond-point des Bergères, rond-point des Bergères, avenue du Général de Gaulle (côté impair) jusqu'au boulevard Circulaire, boulevard Circulaire (côté sud), de l'avenue du Général de Gaulle à la rue Michelet, rue Michelet, du boulevard Circulaire au rond-point de la Liberté, rue Paul Lafargue (côté impair), boulevard Alexandre Soljenitsyne (côté sud-ouest), quai Dion Bouton (côté pair et impair), du boulevard Alexandre Soljenitsyne à la rue Godefroy, rue Godefroy (côté pair), du quai Dion Bouton à la rue Anatole France, rue Anatole France (côté pair), de la place de Stalingrad à la rue de la République, rue de la République (côté pair), de la rue Anatole France à la rue Monge, rue Monge jusqu'à la rue Sadi Carnot, rue Sadi Carnot jusqu'à la voie ferrée, l'axe constitué par la voie ferrée de la rue Monge à la limite de commune ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 4-13 : Commune de Puteaux : axe constitué par la voie ferrée de la limite de commune à la rue Sadi Carnot, rue Sadi Carnot (côté voie ferrée), de la voie ferrée à la rue Monge, rue Monge (côté impair), rue de la République (côté impair), de la rue Monge à la rue Anatole France, rue Anatole France, de la rue de la République à la place Antoine et Simone Veil, place Antoine et Simone Veil, rue Godefroy (côté impair) jusqu'au quai Dion Bouton, quai Dion Bouton jusqu'à la limite de commune, l'île de Puteaux pour la partie de son territoire situé sur la commune de Puteaux entre la Seine au sud et l'axe virtuel formé par le prolongement du boulevard Alexandre Soljenitsyne ; toutes les voies situées à l'intérieur du périmètre formé par ces voies ;

Cette section est également compétente pour le pont de Puteaux jusqu'à sa limite avec la commune de Paris.

La section 4-13 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Courbevoie, Puteaux et La-Garenne-Colombes.

La délimitation de l'unité de contrôle n°5 est fixée comme suit :

Communes de Boulogne-Billancourt, Sèvres, Ville-d'Avray, Marnes-la-Coquette, Saint-Cloud et Suresnes

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°5 est fixé à 11. La délimitation des 11 sections d'inspection du travail de l'UC 5 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 5-1 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par l'avenue Charles-De-Gaulle (côté impair) depuis la limite avec la commune de Paris au boulevard Jean-Jaurès (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue Le Corbusier, la rue Le Corbusier (côté pair) depuis le croisement avec le boulevard Jean-Jaurès jusqu'à la rue d'Aguessau, la partie de la rue d'Aguessau (côté impair) comprise entre les carrefours avec la rue Le Corbusier et l'Avenue André Morizet, l'avenue André Morizet (côté pair) depuis le carrefour avec la rue d'Aguessau jusqu'au rond-point Rhin et Danube, le rond-point Rhin et Danube et l'avenue du Maréchal De-Lattre-Tassigny (côté pair) jusqu'à la Seine, et d'autre part par la Seine et la commune de Paris.
Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Cette section est également compétente pour la passerelle de l'Avre.

Section 5-2 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par l'avenue Charles-De-Gaulle (côté pair) depuis la limite avec la commune de Paris au boulevard Jean-Jaurès (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue Le Corbusier, la rue Le Corbusier (côté impair) depuis le croisement avec le boulevard Jean-Jaurès jusqu'à la rue d'Aguessau, la partie de la rue d'Aguessau (côté pair) comprise entre les carrefours avec la rue Le Corbusier et l'Avenue André Morizet, l'avenue André Morizet (côté pair) depuis le carrefour avec la rue d'Aguessau jusqu'au croisement avec la rue George Sorel, la rue George Sorel (côté pair) jusqu'au croisement avec le boulevard Jean Jaurès, le boulevard Jean-Jaurès (côté impair) jusqu'à la place Marcel Sembat, la place Marcel Sembat, l'avenue Victor Hugo (côté pair) depuis la place Marcel Sembat jusqu'au croisement avec la rue Gallieni, la rue Gallieni (côté pair) depuis le croisement avec l'avenue Victor Hugo jusqu'au croisement avec la rue Edouard Detaille, la rue Edouard Detaille (côté pair), la

route de la Reine (côté pair) depuis le croisement avec la rue Edouard Detaille jusqu'à la limite avec la commune de Paris et d'autre part la commune de Paris.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 5-3 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par le quai Alphonse le Gallo jusqu'au croisement avec l'avenue du Maréchal Juin, l'avenue du Maréchal Juin (côté pair), la rue de Billancourt (côté pair) depuis le croisement avec l'avenue du Maréchal Juin jusqu'au croisement avec la rue Gallieni, la partie de la rue Gallieni (côté pair) comprise entre la rue de Billancourt et l'avenue André Morizet, l'avenue André Morizet (côté impair) depuis le croisement avec la rue Gallieni jusqu'au rond-point Rhin-et-Danube, l'avenue du Maréchal De-Lattre-Tassigny (côté impair) jusqu'à la Seine, et d'autre part par la Seine.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception du rond-point Rhin-et-Danube qui relève de la compétence exclusive de la section 5-1.

Cette section est également compétente pour le pont de Saint-Cloud.

La section 5-3 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaires, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Boulogne-Billancourt, Sèvres, Ville-d'Avray, Marnes-la-Coquette, Saint-Cloud et Suresnes.

Section 5-4 : Commune de Suresnes ouest voie ferrée de la ligne Versailles-Paris depuis la commune de Saint-Cloud jusqu'au croisement avec la rue du Calvaire, rue du Calvaire (côté pair) depuis ce croisement jusqu'à la rue Worth, rue Worth (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue Desbasayns de Richemont, rue Desbasayns de Richemont (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue Fizeau, rue Fizeau (côté impair), rue du Mont Valérien (côté pair) depuis la rue Fizeau jusqu'à la place Henri IV, place Henri IV, rue Ledru-Rollin (côté impair), rue Salomon de Rothschild (côté impair) ; toutes les voies situées à l'ouest de l'axe constitué par ces voies.

Section 5-5 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée par le quai Alphonse le Gallo jusqu'au croisement avec l'avenue du Maréchal Juin, l'avenue du Maréchal Juin (côté impair), la rue de Billancourt (côté impair) depuis le croisement avec l'avenue du Maréchal Juin jusqu'au croisement avec la rue Gallieni, la partie de la rue Gallieni (côté impair) comprise entre la rue de Billancourt et l'avenue André Morizet, l'avenue André Morizet (côté impair) depuis le croisement avec la rue Gallieni jusqu'au croisement avec la rue George Sorel, la rue George Sorel (côté impair) jusqu'au croisement avec le boulevard Jean-Jaurès, le boulevard Jean-Jaurès (côté pair) jusqu'à la place Marcel Sembat, par l'avenue du Général Leclerc (côté pair) depuis la place Marcel Sembat jusqu'au croisement avec la rue de la Ferme, la rue de la Ferme (côté pair), la rue du Vieux Pont de Sèvres (côté pair) depuis le croisement avec la rue de la Ferme jusqu'au quai Georges Gorse, le quai Georges Gorse depuis le croisement avec la rue du Vieux pont de Sèvres jusqu'au quai Alphonse le Gallo.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place Marcel Sembat qui relève de la compétence exclusive de la section 5-2.

Cette section est également compétente pour le pont de Sèvres.

Section 5-6 : L'île Seguin et la partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par la rue Nationale (côté impair) depuis la rive de la Seine jusqu'à la place Jules Guesdes, la rue de Meudon (côté impair), la rue Victor Griffuelhes (côté impair), la partie de la rue du Vieux Pont de Sèvres (côté impair) comprise entre les croisements avec la rue Victor Griffuelhes et la rue des Quatre Cheminées, la rue des Quatre Cheminées (côté pair) jusqu'à la place Marcel Sembat, l'avenue du Général Leclerc (côté impair) depuis la place Marcel Sembat jusqu'au croisement avec la rue de la Ferme, la rue de la Ferme (côté impair), la rue du Vieux Pont de Sèvres (côté impair) depuis le croisement avec la rue de la Ferme jusqu'au quai Georges Gorse, le quai Georges Gorse depuis le croisement avec la rue du Vieux pont de Sèvres jusqu'au quai Alphonse le Gallo et d'autre part par la Seine.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place Marcel Sembat qui relève de la compétence exclusive de la section 5-2 et de la place Jules Guesdes qui relève de la compétence de la section 5-7.

Cette section est également compétente pour le pont Seibert et la passerelle Sud.

Section 5-7 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par la rue Nationale (côté pair) depuis la rive de la Seine jusqu'à la place Jules Guesde, la place Jules Guesdes, la rue de Meudon (côté pair), la rue Victor Griffuelhes (côté pair), la partie de la rue du Vieux Pont de Sèvres (côté impair) comprise entre les croisements avec la rue Victor Griffuelhes et la rue des Quatre Cheminées, la rue des Quatre Cheminées (côté impair) jusqu'à la

place Marcel Sembat, l'avenue Victor Hugo (côté impair) depuis la place Marcel Sembat jusqu'au croisement avec la rue Gallieni, la partie de la rue Gallieni (côté impair) comprise entre les croisements avec l'avenue Victor Hugo et la rue Thiers, la rue Thiers (côté pair) depuis le croisement avec la rue Gallieni jusqu'au croisement avec la rue du Dôme, la rue du Dôme (côté pair) depuis cette intersection jusqu'au croisement avec la rue Danjou, la rue Danjou (côté pair) depuis le croisement avec la rue du Dôme jusqu'à la rue du Point du Jour, la partie de la rue du Point du Jour (côté pair) comprise entre la rue Danjou et la rue de Seine, la rue de Seine (côté impair) depuis la rue du Point du jour jusqu'à l'avenue Pierre Grenier, l'avenue Pierre Grenier (côté impair) depuis la rue de Seine jusqu'à la place du pont de Billancourt comprise et d'autre part par la Seine.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place Marcel Sembat qui relève de la compétence exclusive de la section 5-2.

Section 5-8 : La partie de la commune de Boulogne-Billancourt délimitée d'une part par la route de la Reine (côté impair) depuis la limite avec la Commune de Paris jusqu'au croisement avec la rue Edouard Detaille, la rue Edouard Detaille (côté impair), la rue Thiers (côté impair) depuis le croisement avec la rue Edouard Detaille jusqu'au croisement avec la rue du Dôme, la rue du Dôme (côté impair) depuis cette intersection jusqu'au croisement avec la rue Danjou, la rue Danjou (côté impair) depuis le croisement avec la rue du Dôme jusqu'à la rue du Point du Jour, la partie de la rue du Point du Jour (côté impair) comprise entre la rue Danjou et la rue de Seine, la rue de Seine (côté pair) depuis la rue du Point du Jour jusqu'à l'avenue Pierre Grenier, l'avenue Pierre Grenier (côté pair) depuis la rue de Seine jusqu'à la place du pont de Billancourt non comprise et d'autre part par la Seine et la commune de Paris.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place du pont de Billancourt qui relève de la compétence de la section 5-7.

Section 5-9 : Commune de Saint-Cloud.

Cette section est également compétente pour le contrôle du transport fluvial et de la navigation intérieure tels que définis à l'article 1^{er} pour le département.

Section 5-10 : Communes de Marnes-la-Coquette, Sèvres et Ville-d'Avray.

Section 5-11 : Commune de Suresnes est: voie ferrée de la ligne Versailles-Paris depuis la commune de Saint-Cloud jusqu'au croisement avec la rue du Calvaire, rue du Calvaire (côté impair) depuis ce croisement jusqu'à la rue Worth, rue Worth (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue Desbasayns de Richemont, rue Desbasayns de Richemont (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue Fizeau, rue Fizeau (côté pair), rue du Mont Valérien (côté impair) depuis la rue Fizeau jusqu'à la place Henri IV, rue Ledru-Rollin (côté pair), rue Salomon de Rothschild (côté pair) ; toutes les voies situées à l'est du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception de la place Henri IV qui relève de la compétence de la section 5-4.

La délimitation de l'unité de contrôle n°6 est fixée comme suit :

Communes de Chaville, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Meudon et Vanves

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°6 est fixé à 9. La délimitation des 9 sections d'inspection du travail de l'UC n°6 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 6-1 : Commune de Chaville

La partie de la commune de Meudon comprise d'une part au sud de la limite formée par la route de la Mare Adam (côté sud) depuis la limite avec la commune de Chaville jusqu'à la route Royale, la route Royale (côté sud), la route forestière des Étangs (côté sud), l'allée d'Aubervilliers (côté sud) et d'autre part les communes de Clamart et Chaville et le département des Yvelines.

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 6-2 : La partie de la commune de Meudon comprise au nord de la limite formée par la route de la Mare Adam (côté nord) depuis la limite avec la commune de Chaville jusqu'à la route Royale, la route Royale (côté nord), la route forestière des Étangs (côté nord), l'allée d'Aubervilliers (côté nord).

Toutes les voies constituant ce périmètre et les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

La section 6-2 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Chaville, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Meudon et Vanves.

Section 6-3 : Les parties de la commune d'Issy-les-Moulineaux suivantes :

- L'île-Saint-Germain
- La partie de la commune à l'ouest de la voie ferrée du tramway Porte de Versailles-Pont de Bezons depuis la limite avec la commune de Paris et le boulevard Rouget-de-Lisle, la rue Rouget-de-Lisle (côté impair) depuis le croisement avec la ligne de tramway et la Seine
- La partie de la commune délimitée par la rue des Nations-Unies (côté sud), la partie de la rue Camille Desmoulins (côté pair) comprise entre la rue des Nations-Unies et la rue Gaston et René Caudron, la rue Gaston et René Caudron (côté pair), la rue Rouget de Lisle (côté impair) depuis le croisement avec la rue Gaston et René Caudron jusqu'à la Seine.
- La partie de la commune au sud de la limite formée par le boulevard des Îles (côté sud), la place de la Résistance, la rue Aristide Briand (côté pair), la place Léon Blum, l'avenue Pasteur (côté pair), la place du président Kennedy, le boulevard Rodin (côté pair) jusqu'au croisement avec la rue de la Défense, la rue de la Défense (côté pair), la rue Rabelais (côté pair), la place Manouchian, la rue Emile Duployé (côté pair).

Toutes les voies constituant ce périmètre situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini ainsi que le pont du boulevard des Îles et le pont d'Issy-les-Moulineaux relèvent de la compétence de cette section.

Section 6-4 : La partie de la commune d'Issy-les-Moulineaux délimitée d'une part par la limite avec la commune de Paris, la voie ferrée du tramway Porte de Versailles-Pont de Bezons depuis la commune de Paris jusqu'à la rue des Nations-Unies, la rue des Nations-Unies (côté nord), la partie de la rue Camille Desmoulins (côté impair) comprise entre la rue des Nations-Unies et la rue Gaston et René Caudron, la rue Gaston et René Caudron (côté impair), la rue Rouget de Lisle (côté pair) depuis le croisement avec la rue Gaston et René Caudron jusqu'à la Seine et d'autre part par le boulevard des Îles (côté nord) jusqu'à la place de la Résistance, la rue Aristide Briand (côté impair) jusqu'à la place Léon Blum, l'avenue Pasteur (côté impair), le boulevard Rodin (côté impair) jusqu'au croisement avec la rue de la Défense, la rue de la Défense (côté impair), la rue Rabelais (côté impair), la rue Emile Duployé (côté impair) et la commune de Clamart et d'autre part par la rue Camille Desmoulins (côté pair) depuis la limite avec la commune de Paris jusqu'au croisement avec la rue Edouard Nieuport, la rue Edouard Nieuport (côté ouest), l'esplanade de Guro (côté ouest), la rue Maurice Berteaux (côté impair) depuis le croisement avec l'esplanade de Guro jusqu'à l'allée Gustave Eiffel, l'allée Gustave Eiffel (côté impair), le boulevard Garibaldi (côté pair) depuis le croisement avec l'allée Gustave Eiffel jusqu'au croisement avec la rue du Gouverneur Général Eboué, la rue du Gouverneur Général Eboué (côté impair) jusqu'à la rue Roger Salengro, la rue Roger Salengro (côté pair), l'avenue Victor Cresson (côté impair) depuis le croisement avec la rue Roger Salengro jusqu'à la rue Telles de la Poterie, la rue Telles de la Poterie (côté impair) jusqu'à la place du 8 mai 1945, la rue Lasserre (côté pair), la rue Pierre Brossolette (côté pair), l'avenue de la Paix (côté pair) jusqu'à la limite avec la commune de Vanves.

Toutes les voies constituant ce périmètre ainsi que les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section à l'exception :

- de la place du 8 mai 1945 qui relève de la compétence de la section 6-6
- de la place de la Résistance et de la place Léon Blum qui relèvent de la compétence exclusive de la section 6-3.

Section 6-5 : La partie de la commune de Clamart à l'est de la limite formée par l'avenue Adolphe Schneider (côté pair), la place Marquis, la rue Paul-Vaillant-Couturier (côté pair), l'avenue Jean-Baptiste Clément (côté impair), ainsi que le Carrefour du 8 mai 1945, l'avenue du Général de Gaulle (côté impair) depuis le croisement avec l'avenue Jean-Baptiste Clément jusqu'au croisement avec l'avenue Paul Langevin, l'avenue Paul Langevin (côté pair) depuis le croisement avec l'avenue du Général de Gaulle jusqu'à la limite avec la commune du Plessis Robinson.

Toutes les voies constituant ce périmètre ainsi que les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 6-6 : La partie de la commune d'Issy-les-Moulineaux délimitée d'une part par la rue Camille Desmoulins (côté impair) depuis la limite avec la commune de Paris jusqu'au croisement avec la rue Edouard Nieuport, la rue Edouard Nieuport (côté est), l'esplanade de Guro (côté est), la rue Maurice Berteaux (côté pair) depuis le croisement avec l'esplanade de Guro jusqu'à l'allée Gustave Eiffel, l'allée Gustave Eiffel (côté impair), le boulevard Garibaldi (côté impair) depuis le croisement avec l'allée Gustave Eiffel jusqu'au croisement avec la rue du Gouverneur Général Eboué, la rue du Gouverneur Général Eboué (côté pair) jusqu'à la rue Roger Salengro, la rue Roger Salengro (côté impair), l'avenue Victor Cresson (côté pair) depuis le croisement avec la rue Roger Salengro jusqu'à la rue Telles de la Poterie, la rue Telles de la Poterie (côté pair), la place du 8 mai 1945, la rue Lasserre (côté impair), la rue Pierre Brossolette (côté impair), l'avenue de la Paix (côté impair) jusqu'à la limite avec la commune de Vanves, et d'autre part par la rue

de Vanves (côté pair), la rue du général Leclerc (côté impair) depuis le croisement avec la rue de Vanves jusqu'au croisement avec la rue Victor Hugo, la rue Victor Hugo (côté pair) le rond-point Victor Hugo et la commune de Paris. Toutes les voies constituant ce périmètre ainsi que les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Cette section est compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions concernant l'entreprise DAUCHEZ ADMINISTRATEUR DE BIENS, située 28 rue d'Oradour-Sur-Glane à Issy-les-Moulineaux (N° SIRET : 572 057 164 00079).

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions pour l'entreprise NEOUZE - CLEMENT - GOUSSE, située 24 avenue Victor CRESSON à Issy-les-Moulineaux (N° SIRET : 785 376 450 00017).

Section 6-7 : Commune de Vanves

La partie de la commune d'Issy-les-Moulineaux délimitée d'une part par la rue de Vanves (côté impair), la rue du général Leclerc (côté pair) depuis le croisement avec la rue de Vanves jusqu'au croisement avec la rue Victor Hugo, la rue Victor Hugo (côté impair), la rue du Colonel Pierre Avia (côté impair), la rue Louis Armand (côté pair), la rue d'Oradour-sur-Glane (côté pair) jusqu'à la limite des communes de Vanves et de Paris. Toutes les voies constituant ce périmètre ainsi que les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions concernant l'entreprise DAUCHEZ ADMINISTRATEUR DE BIENS, située 28 rue d'Oradour-Sur-Glane à Issy-les-Moulineaux (N° SIRET : 572 057 164 00079).

Cette section est compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu des dispositions législatives ou réglementaires pour l'entreprise NEOUZE - CLEMENT - GOUSSE, située 24 avenue Victor CRESSON à Issy-les-Moulineaux (N° SIRET : 785 376 450 00017).

Section 6-8 : La partie de la commune de Clamart à l'ouest de la limite formée par l'avenue Adolphe Schneider (côté impair), la place Marquis, la rue Paul-Vaillant-Couturier (côté impair), l'avenue Jean-Baptiste Clément (côté pair), ainsi que le Carrefour du 8 mai 1945, l'avenue du Général de Gaulle (côté pair) depuis le croisement avec l'avenue Jean-Baptiste Clément jusqu'au croisement avec l'avenue Paul Langevin, l'avenue Paul Langevin (côté impair) depuis le croisement avec l'avenue du Général de Gaulle jusqu'à la limite avec la commune du Plessis Robinson. Toutes les voies constituant ce périmètre ainsi que les voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi défini relèvent de la compétence de cette section.

Section 6-9 : Commune de Malakoff

La délimitation de l'unité de contrôle n°7 est fixée comme suit :

Communes d'Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Chatenay-Malabry, Châtillon, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Montrouge et Sceaux.

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC n°7 est fixé à 9. La délimitation des 9 sections d'inspection du travail de l'UC 7 de l'UD des Hauts-de-Seine est fixée comme suit :

Section 7-1 : Commune de Montrouge Sud : rue Gabriel Péri (côté impair), avenue Aristide Briand (côté pair) depuis le croisement avec la rue Gabriel Péri jusqu'à la limite avec la commune d'Arcueil ; toutes les voies situées au sud de l'axe constitué par ces voies.

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions pour l'entreprise CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING, sis 12 place des Etats Unis à Montrouge

Cette section est compétente pour le contrôle et pour prendre des décisions pour l'entreprise JMSA sise 188 avenue de Paris à Châtillon.

Section 7-2 : Commune de Montrouge Nord: rue Gabriel Péri (côté pair), avenue Aristide Briand (côté impair) depuis le croisement avec la rue Gabriel Péri jusqu'à la limite avec la commune d'Arcueil ; toutes les voies situées au nord de l'axe constitué par ces voies.

Cette section est aussi compétente pour l'avenue du Docteur Lannelongue (côté impair) et le boulevard Romain Rolland (côté impair).

Section 7-3 : Commune de Châtillon : rue Pierre Brossolette (côté pair), avenue de Verdun (côté pair) du carrefour Charles de Gaulle à la rue Lasègue, rue Lasègue (côté pair), rue Gabriel Péri (côté impair), de la rue Lasègue à la rue d'Estienne d'Orves, rue d'Estienne d'Orves (côté impair), rue des Pierrelais (côté impair) ; toutes les voies situées au nord de l'axe constitué par ces voies.

La section 7-3 est par ailleurs chargée du contrôle des établissements de la SNCF et de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire, des établissements de transport ferroviaire, des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, ainsi que des établissements de maintenance du matériel roulant, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes d'Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Châtillon, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Montrouge et Sceaux.

Cette section n'est pas compétente pour le contrôle de l'entreprise JMSA sise 188 avenue de Paris à Châtillon.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'entreprise CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING, sise 12 place des Etats Unis à Montrouge.

Section 7-4 : Commune de Bagneux nord : rue des Bénards (côté impair), avenue Albert Petit (côté impair) depuis le croisement avec la rue des Bénards jusqu'à la limite avec le département du Val-de-Marne ; toutes les voies situées au nord de l'axe constitué par ces voies.

La section 7-4 est également compétente pour le contrôle des établissements de transports routiers et des établissements de la RATP concourant aux activités de transport routier, tels que définis à l'article 1^{er}, pour les communes de Boulogne-Billancourt, Suresnes, Saint-Cloud, Sèvres, Ville-d'Avray, Marnes-la-Coquette, Malakoff, Issy-les-Moulineaux, Vanves, Chaville, Clamart, Meudon, Montrouge, Châtenay-Malabry, Sceaux, Chatillon, Le Plessis-Robinson, Fontenay-aux-Roses, Bagneux, Bourg-la-Reine et Antony.

Section 7-5 : Commune d'Antony sud-est : rue Jean Moulin (côté pair), avenue de la Division Leclerc (côté impair) ; toutes les voies situées à l'est de l'axe constitué par ces voies.

Section 7-6 : Commune de Châtillon sud : rue Pierre Brossolette (côté impair), carrefour Charles de Gaulle, avenue de Verdun (côté impair) du carrefour Charles de Gaulle à la rue Lasègue, rue Lasègue (côté impair), rue Gabriel Péri (côté pair) de la rue Lasègue à la rue d'Estienne d'Orves, rue d'Estienne d'Orves (côté pair), rue des Pierrelais (côté pair) ; toutes les voies situées au sud de l'axe constitué par ces voies ;

Communes de Fontenay-aux-Roses et du Plessis-Robinson.

Section 7-7 : Commune de Bagneux sud : rue des Bénards (côté pair), avenue Albert Petit (côté pair) depuis le croisement avec la rue des Bénards jusqu'à la limite avec le département du Val-de-Marne ; toutes les voies situées au sud de l'axe constitué par ces voies.

Commune de Bourg-la-Reine.

Commune d'Antony nord : avenue d'Alembert (côté impair), avenue Lebrun (côté impair de 1 à 13), avenue Léon Blum (côté impair) jusqu'à l'allée des Peupliers, allée des Peupliers (côté impair), rue Velpeau (n° 3 à 5) de l'allée des Peupliers à la rue de l'Ouest, rue de l'Ouest (côté impair), rue du Nord (côté pair), rue Voltaire (côté impair) ; toutes les voies situées au nord de l'axe constitué par ces voies.

Section 7-8 : Communes de Châtenay-Malabry et Sceaux.

Section 7-9 : Commune d'Antony sud-ouest : avenue Lebrun (côté pair), avenue Léon Blum (côté impair à partir de l'allée des Peupliers côté pair), rue Velpeau (côté pair) jusqu'à la rue de l'Ouest (côté pair), rue du Nord (côté impair), rue Voltaire (côté pair) jusqu'à la rue Gambetta ; toutes les rues situées au sud de l'axe constitué par ces voies ; rue Jean Moulin (côté impair), avenue de la Division Leclerc (côté pair) ; toutes les voies situées à l'ouest de l'axe constitué par ces voies.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

Article 4

La décision n° 2019-93 du 28 octobre 2019 relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale des Hauts de Seine est abrogée.

Article 5

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France et la directrice de l'unité départementale des Hauts de Seine sont chargés de l'application de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile de France.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional et interdépartemental
de l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités

Gaëtan RUDANT



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**

Décision n° 2021-40 du 01 avril 2021 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérimaires de l'Unité départementale des Hauts de Seine de la DRIEETS d'Ile-de-France

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France,

Vu le code du travail, notamment ses articles R 8122-1 et suivants.

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2019 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu la décision n° 2021-25 du 01 avril 2021 du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale des Hauts de Seine

DECIDE :

ARTICLE 1^{er}

Sont nommés comme responsables des unités de contrôle de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine les agents suivants :

- Unité de contrôle n° 1 : Jean-Noël PONZEVERA, directeur adjoint du travail par intérim
- Unité de contrôle n° 2 : Madame Camille LAVERTY, directrice adjointe du travail
- Unité de contrôle n° 3 : Madame Sylvie GUINOT, directrice adjointe du travail
- Unité de contrôle n° 4 : Monsieur Jean-Noël PONZEVERA, directeur adjoint du travail
- Unité de contrôle n° 5 : Madame Camille LAVERTY, directeur adjoint du travail par intérim,

- Unité de contrôle n° 6 : Madame Catherine FOMBELLE, directrice adjointe du travail, par intérim
- Unité de contrôle n° 7 : Madame Catherine FOMBELLE, directrice adjointe du travail.

ARTICLE 2

Sans préjudice des dispositions de l'article R.8122-10-I du code du travail et conformément aux dispositions de l'article R.8122-11 du code du travail encadrant la répartition organisationnelle des contrôles et juridique relative aux décisions administratives et pouvoirs relevant de la compétence exclusive des inspecteurs du travail dans les sections confiées à un contrôleur du travail, sont affectés dans les sections d'inspection de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine les agents suivants :

Unité de contrôle n° 1

Section 1-1 : Madame Delphine SARRASIN, inspectrice du travail. En cas d'empêchement, l'intérim sera assuré par Madame Valérie LABATUT, inspectrice du travail.

Section 1-2 : Madame Nolwenn MAUROT, inspectrice du travail.

Section 1-3 : Madame Samya KAMALI, inspectrice du travail.

Section 1-4 : Madame Valérie LABATUT, inspectrice du travail.

Section 1-5 : Madame Christine ONNEE, inspectrice du travail.

Section 1-6 : Madame Aurélie FULCHIGNONI, inspectrice du travail.

Section 1-7 : Monsieur Laurent CLAUDON, inspecteur du travail par intérim

Section 1-8 : Monsieur Laurent CLAUDON, inspecteur du travail.

Unité de contrôle n° 2

Section 2-1 : Madame Bouchra BENTIRI-BZIAR, inspectrice du travail,

Madame Bouchra BENTIRI-BZIAR est également compétente pour le contrôle des établissements de transports routiers situés 26, quai Charles Pasqua à Levallois-Perret.

Section 2-2 : Madame Kathia BRANDT, inspectrice du travail par intérim.

Section 2-3 : Madame Nathalie NAMPON, inspectrice du travail par intérim.

Section 2-4 : Madame Salomé LASLA, inspectrice du travail.

Section 2-5 : Madame Manon DEMIGNE, inspectrice du travail.

Section 2-6 : Madame Nathalie NAMPON, inspectrice du travail.

Section 2-7 : Monsieur Farouk DJEBARA, inspecteur du travail.

Section 2-8 : Madame Marie-Agnès YAPO, inspectrice du travail.

Section 2-9 : Monsieur Jean-Philippe PELISSIER, inspecteur du travail.

Section 2-10 : Monsieur Youssef CHEHADY, inspecteur du travail.

Section 2-11 : Madame Kathia BRANDT, inspectrice du travail.

Section 2-12 : Madame Céline SUREAU, inspectrice du travail.

Unité de contrôle n° 3

Section 3-1 : Madame Stéphanie QUECHON, inspectrice du travail.

Section 3-2 : Monsieur Frédéric PICARD, inspecteur du travail.

Section 3-3 : Monsieur Ronan LE VERGE, contrôleur du travail.

Madame Sylvie BOBIN, inspectrice du travail, est chargée du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Elle est en outre compétente sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 3-4 : Monsieur Guillaume THENOZ, inspecteur du travail.

Section 3-5 : Monsieur Didier HUSSON, inspecteur du travail.

Section 3-6 : Madame Sylvie BOBIN, inspectrice du travail.

Section 3-7 : Madame Stéphanie HUDE, inspectrice du travail.

Section 3-8 : Monsieur Ronan LE VERGE, contrôleur du travail par intérim

Monsieur Frédéric PICARD, inspecteur du travail par intérim, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 3-9 : Monsieur Philippe GARNEAU, contrôleur du travail.

Monsieur Jacques PELLETIER, inspecteur du travail, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 3-10 : Monsieur Jacques PELLETIER, inspecteur du travail.

Section 3-11 : Monsieur Didier ERMAKOFF, inspecteur du travail.

Section 3-12 : Monsieur Philippe GARNEAU, contrôleur du travail par intérim

Monsieur Guillaume THENOZ, inspecteur du travail par intérim, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Unité de contrôle n° 4

Section 4-1 : Madame Marie-Bernadette LONNOY, contrôleur du travail.

Madame Martine JULAUD, inspectrice du travail, est chargée du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Elle est en outre compétente sur cette section, pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Sur cette section, Monsieur Jean-Noël PONZEVERA, directeur adjoint du travail, est chargé du contrôle et est également compétent pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu des dispositions législatives ou réglementaires pour l'entreprise TECHNIP FRANCE - 6 allée de l'Arche 92400 COURBEVOIE - SIRET 39163786500067.

Section 4-2 : Madame Bénédicte MALAVASI, inspectrice du travail,

Section 4-3 : Madame Erbeha DUFFA, contrôleur du travail.

Monsieur Jean-Noël PONZEVERA, est chargée du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section, pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 4-4 : Madame Erbeha DUFFA, contrôleur du travail, par intérim.

Monsieur Philippe BABAKILABIO, inspecteur du travail, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés, par intérim.

Section 4-5 : Madame Martine JULAUD, inspectrice du travail.

Section 4-6 : Monsieur Yann BOITEL-BRAS, inspecteur du travail.

Section 4-7 : Monsieur Julien KERLEAU, inspecteur du travail.

Section 4-8 : Madame Flora DURAND, inspectrice du travail.

Section 4-9 : Madame Inès WERTHEIMER, inspecteur du travail.

Section 4-10 : Monsieur Philippe BABAKILABIO, inspecteur du travail.

Section 4-11 : Madame Aurélie LEHOUX, inspectrice du travail.

Section 4-12 : Monsieur Richard BOUDET, inspecteur du travail.

Section 4-13 : Madame Marie-Bernadette LONNOY, contrôleur du travail, par intérim.

Madame Aurélie LEHOUX, inspectrice du travail, est chargée du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés, par intérim.

Elle est en outre compétente sur cette section, par intérim, pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Madame Marie-Bernadette LONNOY est également compétente, par intérim, sur les communes de Courbevoie, La-Garenne-Colombes et Puteaux, pour le contrôle :

- Des établissements de la SNCF concourant aux activités de transport et des établissements de transport ferroviaire (codes NAF 49.10Z Transport ferroviaire interurbain de voyageurs et 49.20Z Transports ferroviaires de fret). Cette compétence s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares et le domaine public ferroviaire ainsi que les établissements de maintenance du matériel roulant ferroviaire.

- Des établissements de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire. Cette compétence s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares, les stations et les emprises ferroviaires.

Unité de contrôle n° 5

Section 5-1 : Monsieur Stéphane GRIMALDI, inspecteur du travail.

Section 5-2 : Madame Camille LAVERTY, directrice adjointe du travail par interim,

Section 5-3 : Monsieur David BLOYS, contrôleur du travail par intérim,

Monsieur David BLOYS est également compétent, sur les communes de Boulogne-Billancourt, Marnes-la-Coquette, Saint-Cloud, Sèvres, Suresnes et Ville-d'Avray, pour le contrôle :

- Des établissements de la SNCF concourant aux activités de transport et des établissements de transport ferroviaire (codes NAF 49.10Z Transport ferroviaire interurbain de voyageurs et 49.20Z Transports ferroviaires de fret). Cette compétence s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares et le domaine public ferroviaire ainsi que les établissements de maintenance du matériel roulant ferroviaire.

- Des établissements de la RATP concourant aux activités de transport ferroviaire. Cette compétence s'étend à toutes les activités de toute nature s'exerçant au sein des enceintes ferroviaires, lesquelles comprennent les gares, les stations et les emprises ferroviaires.

Monsieur Didier ERMAKOFF, inspecteur du travail, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 5-4 : Monsieur Dominique BALMES, inspecteur du travail.

Section 5-5 : Monsieur David BLOYS, contrôleur du travail.

Monsieur Dominique BALMES, inspecteur du travail, est chargé du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Il est en outre compétent sur cette section pour prendre les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, par intérim.

Section 5-6 : Monsieur Jérémy MOREL, inspecteur du travail.

Section 5-7 : Madame Audrey RAMASAWMY, contrôleur du travail.

Madame Anne-Véronique PENSEREAU, inspectrice du travail, est chargée du contrôle des établissements d'au moins 50 salariés.

Elle est en outre compétente sur cette section pour prendre, les décisions relevant de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Section 5-8 : Madame Anne-Véronique PENSEREAU, inspectrice du travail.

Section 5-9 : Madame Francine LAURENT, inspectrice du travail.

Section 5-10 : Monsieur Jérémy MOREL, inspecteur du travail, par intérim.

Section 5-11 : Madame Francine LAURENT, inspectrice du travail par intérim.

Unité de contrôle n° 6

Section 6-1 : Monsieur Farid OUNISSI, inspecteur du travail.

Section 6-2 : Madame Claire FARNY, inspectrice du travail.

Section 6-3 : Madame Marine DESLANDES, inspectrice du travail.

Section 6-4 : Madame Marine DESLANDES, inspectrice du travail par intérim.

Section 6-5 : Madame Laurence LEPROVOST, inspectrice du travail.

Section 6-6 : Monsieur William RICHETON, inspecteur du travail.

Section 6-7 : Madame Adeline GAZZOLA, inspectrice du travail.

Section 6-8 : Monsieur Gilles FERNANDES, inspecteur du travail.

Section 6-9 : Monsieur Norbert MAHON, inspecteur du travail.

Unité de contrôle n° 7

Section 7-1 : Madame Soizic DUPIRE, inspectrice du travail.

Section 7-2 : Madame Lise FRIQUET, inspectrice du travail.

Section 7-3 : Monsieur Norbert MAHON, inspecteur du travail par intérim.

Section 7-4 : Madame Océane DELATTRE, inspectrice du travail.

Section 7-5 : Monsieur Jean-François GOS, inspecteur du travail.

Section 7-6 : Madame Sophie ALGALARRONDO, inspectrice du travail.

Section 7-7 : Monsieur Ludovic FOLY, inspecteur du travail.

Section 7-8 : Monsieur Ludovic FOLY, inspecteur du travail par intérim

Section 7-9 : Madame Sophie ALGALARRONDO, inspectrice du travail, par intérim.

ARTICLE 3

En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur adjoint du travail, d'un inspecteur ou contrôleur du travail chargé des actions d'inspection de la législation du travail dans les sections d'inspection du travail en application de l'article 2, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

- Intérim des directeurs-adjoints du travail et des inspecteurs du travail :

L'intérim d'un directeur-adjoint du travail ou d'un inspecteur du travail absent ou empêché sera prioritairement assuré par un inspecteur du travail chargé des actions d'inspection de la législation du travail dans les sections d'inspection du travail, en application de l'article 2, à défaut par un responsable d'unité de contrôle désigné à l'article 1 et le cas échéant par un contrôleur du travail, tous deux chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les sections d'inspection du travail, en application de l'article 2 pour les établissements de moins de 50 salariés.

- Intérim des contrôleurs du travail :

L'intérim d'un contrôleur du travail absent ou empêché sera assuré par un inspecteur du travail ou un contrôleur du travail chargé des actions d'inspection de la législation du travail dans les sections d'inspection du travail, en application de l'article 2. Lorsque l'intérim est assuré par un contrôleur du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés à un inspecteur du travail chargé des actions d'inspection de la législation du travail dans les sections d'inspection du travail en application de l'article 2 ou à un responsable d'unité de contrôle désigné à l'article 1, auxquels le contrôle des établissements de plus de 50 salariés peut être confié.

ARTICLE 4

En cas d'absence ou d'empêchement d'un des responsables d'unité de contrôle désignés à l'article 1, l'intérim est confié prioritairement à un autre responsable d'unité de contrôle désignés à l'article 1, à défaut à Monsieur Jérôme SAJOT, directeur du travail.

ARTICLE 5

Conformément aux dispositions de l'article R.8122-10 du code du travail, les agents mentionnés aux articles 1 et 2 participent, lorsque l'action le rend nécessaire, aux actions

d'inspection de la législation du travail sur le territoire de l'Unité départementale de la DIRECCTE à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés.

ARTICLE 6

La présente décision annule et remplace la décision N° 2020-513 en date du 31 décembre 2020, à compter du 1^{er} février 2021.

ARTICLE 7

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France est chargé de l'application de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile de France.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités

Gaëtan RUDANT



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**



Arrêté n°2021-131 en date du 13 avril 2021

Portant modifications dans la désignation des membres de l'observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social du département des Hauts-de-Seine

La Directrice régionale adjointe de la DRIEETS d'Île-de-France, directrice de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine ;

Vu les articles L. 2234-4 à 7 et R. 2234-1 à 4 du code du travail instituant les observatoires départementaux d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2021 nommant Madame Claudine SANFAUTE, Directrice Régionale adjointe à la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, directrice de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2017 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2017 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et multiprofessionnel dans le secteur du spectacle vivant et enregistré ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2017 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et multiprofessionnel dans le secteur des activités agricoles ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2017 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et multiprofessionnel dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ;

Vu les résultats de l'audience syndicale recueillis par le ministère chargé du travail, issus des élections professionnelles organisées dans les entreprises d'au moins onze salariés entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016, des résultats du scrutin organisé en décembre 2016 visant à mesurer l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et des employés à domicile et des résultats aux élections des chambres départementales d'agriculture de janvier 2013 ;

Vu la décision 2018-07 du 4 janvier 2018 portant publication pour le département des Hauts-de-Seine de la liste des organisations syndicales pouvant désigner un représentant au sein de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation ;

Vu le courrier en date du 22 janvier 2018 et les mails en date des 27 mars, 5 avril et 17 avril 2018 demandant aux organisations syndicales et professionnelles de désigner un représentant à l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté n°2020-82 en date du 21 février 2020 portant portant modifications dans la désignation des membres de l'observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social du département des Hauts-de-Seine ;

Vu les modifications intervenues dans les désignations des membres par les organisations syndicales et professionnelles ;

ARRETE

Article 1 : La présente décision annule et remplace la décision N°2020-82 en date du 21 février 2020, à compter de sa publication.

Article 2 : En application de l'article R. 2234-4 du Code du Travail, sont désignés comme membres de l'observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation du département des Hauts-de-Seine :

- Au titre de l'autorité administrative :
 - o Madame SANFAUTE Claudine, directrice régionale adjointe de la DRIEETS Ile-de-France - Directrice de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine ;
 - o Monsieur DEBRIL Yaël, attaché d'administration, en qualité de suppléant.
- Au titre des organisations syndicales

Organisations syndicales	Membres	Suppléants
CFDT	Mme Bénédicte RONIN	M. Vincent PIGACHE
CFE-CGC	M. Bernard MORIN	M. Gérard BEHAR
CFTC	Mme Fadila GOUDJIL	
CGT	Mme Sandrine DELORIDO	
CGT-FO	Mme Corinne BOULICAUT	
UNSA	M. Joël GREBIL	

- Au titre des organisations professionnelles

Organisations professionnelles	Membres	Suppléants
CPME	M. Benjamin DESAINT	Mme Sophie BURY
FESAC	M. Jean-Michel SAUVAGE	
MEDEF	Mme Marie-Pierre HURE	Mme Agnès COLONVAL
UDES	M. Jean-Baptiste KIEFFER	
U2P	M. Régis RIVAILLER	

Article 3 : La directrice régionale adjointe de la DRIEETS d'Ile-de-France, directrice de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil départemental des actes administratifs et sur le site internet de la DRIEETS Ile-de-France.

Fait à Nanterre,
Le 13 avril 2021

La directrice régionale adjointe de la DRIEETS Ile-de-France
Directrice de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine

Claudine SANFAUTE

Voie de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois auprès de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise. La décision contestée doit être jointe au recours.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>